



ONU FEMMES

Changer des vies en Afrique 2012


ONU
FEMMES
té des Nations Unies pour l'égalité des sexes
et l'autonomisation des femmes



ONU FEMMES Changer des vies en Afrique 2012

Cette année, nous avons étendu nos activités et progressé de manière significative. Alors qu'il reste encore beaucoup à faire et que l'année 2012 tire à sa fin, l'heure est venue de prendre du recul et de revenir sur nos principaux accomplissements de l'année écoulée. L'idéal serait de pouvoir raconter chaque histoire, visiter chaque pays, rencontrer chacune des femmes dont la vie a été sensiblement modifiée par ONU Femmes, et mentionner tous les programmes qui ont été développés en Afrique. Nous ne disposons malheureusement pas de suffisamment de place pour le faire. Dans cette première série de « ONU Femmes – Changer des vies en Afrique 2012 », nous partageons quatorze histoires inspiratrices venues de tout le continent. Pour cet exercice, nous nous sommes limitées à des récits de femmes et de communautés dont la vie a été positivement transformée par notre travail. ONU Femmes a pour mission d'autonomiser les femmes et les filles afin qu'elles deviennent indépendantes, qu'elles obtiennent le respect de leurs droits à l'égalité et qu'elles puissent œuvrer pour l'amélioration de leur vie et de celle de leurs familles. Ces histoires montrent à quel point notre travail est capable de transformer des vies et de toucher un grand nombre de personnes. Bravo à l'équipe de la division Afrique et un grand merci à tous ceux et celles qui ont contribué à cette série d'histoires, si touchantes et si sincères.

Je vous en souhaite bonne lecture.

Letty Chiwara

Directrice de la division Afrique

ONU Femmes

New York

letty.chiwara@unwomen.org

3 BURKINA FASO : Des femmes exploitent des fermes laitière

5 CAMEROUN : Les travailleuses domestiques défendent leurs droits

7 DARFOUR : Les femmes envoient des messages de paix à la radio

9 ÉTHIOPIE : Un refuge accueille les jeunes filles pour leur permettre de se rétablir

11 RÉGION DES GRANDS LACS : Le commerce transfrontalier construit des vies

13 LIBÉRIA : Épargne et crédits : l'autonomisation économique

15 MALI : Aider les femmes à se remettre des atrocités de la guerre

17 MOZAMBIQUE : Les filles connaissent leurs droits en matière d'égalité des sexes

19 NIGER : Les femmes se portent candidates aux élections et participent à la vie politique

21 RWANDA : Des paniers à tresser en faveur de la paix et la prospérité

23 SÉNÉGAL : Les femmes progressent en matière de participation politique

25 TANZANIE : L'autonomisation des femmes en milieu rural :

l'exemple des ingénieries solaires « aux pieds nus »

27 ZIMBABWE : Les femmes bérrets bleus, gardiennes de la paix

29 ZIMBABWE : La réussite des femmes pêcheuses

450 Productrices laitières du Burkina Faso accèdent à l'indépendance économique



DES FEMMES À LA RECHERCHE D'EAU SUR L'EXPLOITATION LAITIÈRE DE MME GARIKO, À SADIPENGA

Sur son exploitation agricole située aux limites d'Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, Madame Gariko dispose d'une ligne téléphonique. Son fils vient d'entrer à l'université, ce qu'elle jugeait autrefois inconcevable.

« Cela aurait été impossible si je ne m'étais pas battue pour obtenir ce qui me revenait de droit. On ne peut pas compter sur la famille pour se nourrir. Je conseille aux autres femmes de faire preuve d'initiative car il y a beaucoup à gagner, et grâce au soutien d'ONU Femmes, l'avenir est prometteur », estime Madame Gariko.

La vie de Mme Gariko ressemblait, jusqu'à tout récemment, à celle de beaucoup d'autres femmes africaines. Suite au décès de son mari, au milieu des années 90, elle s'est démenée pour pouvoir maintenir ses 7 enfants à l'école. Elle-même n'a pu aller plus loin que l'école se-

condeaire : comme dans la plupart des familles, l'éducation des filles n'était pas prioritaire. Elle s'est mariée dès que son mari en a fait la demande à ses parents.

Après la mort de son époux, elle s'est vue obligée de négocier son droit d'hériter avec les hommes de la famille. Elle a perdu la quasi-totalité des biens familiaux, à l'exception de 4 vaches. Elle s'est servie de matériaux bon marché pour construire une simple structure en bois et une clôture à l'arrière de sa maison pour y garder ses 4 vaches. À l'heure actuelle, elle en possède 35 et elle commercialise les produits laitiers provenant de ses propres vaches.

En se consacrant à l'élevage, elle a appris que bon nombre de femmes étaient dans une situation semblable à la sienne. Dans certains cas, les femmes étaient propriétaires des vaches, mais celles-ci étaient exploitées par des intermé-

daires se consacrant à la production et à la commercialisation de yaourts. Elles étaient surtout constamment confrontées à de petits marchés et à la fluctuation des prix. Mme Gariko déplore le fait qu'elle ne dispose pas d'installations d'entreposage adéquates pour ses produits périssables, ce qui la force souvent à les vendre à un prix inférieur à leur coût. D'autres femmes doivent faire face au manque d'infrastructures et de moyens de transport. Il n'existe pas de routes donnant accès à leurs fermes. Il est pratiquement impossible de louer un camion pour transporter leurs produits laitiers, et il serait trop cher.

En 1998, elle a formé un groupe de femmes,



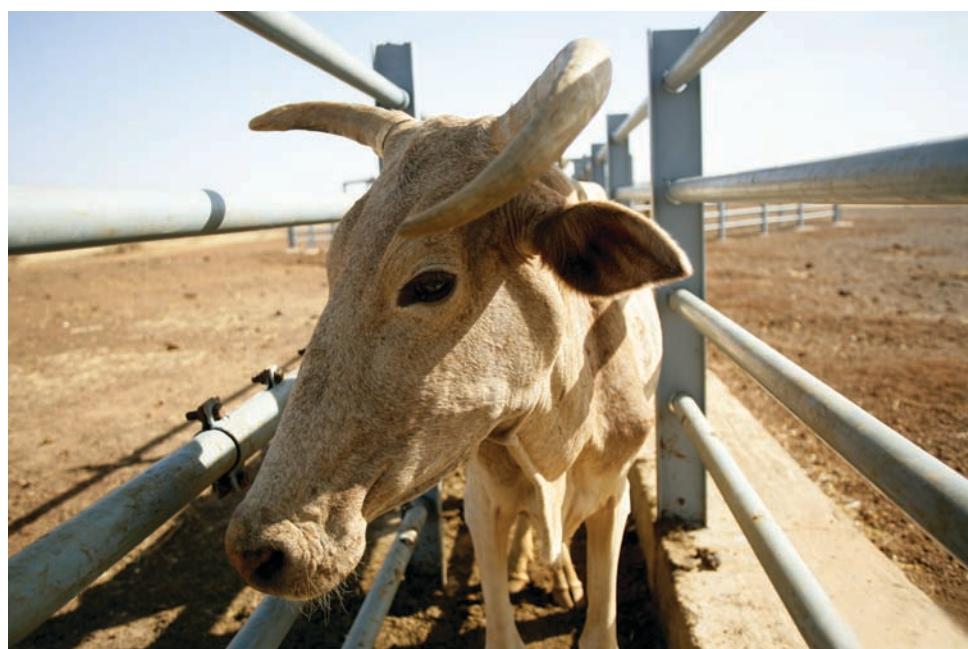
baptisé Tal Djama, en vue de permettre aux productrices de lait de lutter collectivement contre les problèmes de discrimination dans l'accès aux marchés et aux terres. Tal Djama compte à présent 51 membres. En 2007, Madame Gariko s'est adressée à l'UNIFEM (devenue ONU Femmes) pour que l'organisation aide à l'amélioration des compétences entrepreneuriales des femmes qui se consacrent à la production laitière, et ce, à travers son association.

Un programme d'appui aux gérantes de mini-unités de production de lait a été mis en place à l'issue d'une étude nationale réalisée auprès des femmes productrices de lait dans 13 régions. Aujourd'hui, 450 productrices laitières du Burkina Faso bénéficient de financements provenant de ce programme, et ceci va leur permettre d'accroître leurs capacités entrepreneuriales et d'améliorer leurs conditions de travail.

L'étroite collaboration instaurée entre différents organismes d'ONU Femmes (dont le Bureau sous-régional d'ONU Femmes, le siège de l'Unité de mobilisation des ressources et partenariats et la division Afrique) a permis de financer jusqu'à hauteur de 50 000 euros la phase pilote du projet supervisé par la Fondation L'OCCITANE. Cette subvention a pour but d'améliorer les conditions de travail des entrepreneuses de l'industrie laitière, ce qui devrait conduire en définitive à une productivité accrue et à de meilleurs revenus. L'organisation bénéficiaire, l'Union des mini-laiteries et des producteurs de lait local du Burkina Faso (UMPL), rassemble 450 exploitantes et productrices laitières.

ONU Femmes a également noué des partenariats stratégiques avec le ministère de l'Égalité des sexes et des organisations de la société civile du Burkina Faso. Dans le cadre de sa réunion d'information habituelle avec la société civile et ses autres partenaires, ONU Femmes a rencontré à Dakar l'Association de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD) du Burkina Faso. Cette réunion a abouti à l'organisation d'une mission au Burkina Faso, au cours de laquelle les représentantes d'ONU Femmes se sont entretenu avec ACORD et les entrepreneuses de l'industrie laitière. La capacité d'ONU Femmes d'établir le contact avec une grande variété de partenaires d'exécution, traditionnels et non traditionnels, lui permet de capter et de mettre en valeur le potentiel économique encore inexploité des femmes.

ACORD et la Fondation L'OCCITANE ont participé de près à l'élaboration du projet, tout



VILLAGE DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

comme au processus de mobilisation des ressources. L'actuel partenariat entre ONU Femmes, ACORD et la Fondation L'OCCITANE influera de façon significative sur la vie des exploitan tes laitières du Burkina Faso.

L'engagement pris envers les femmes de l'industrie laitière résulte de l'état des lieux dressé par ONU Femmes, qui a permis de constater la capacité économique de ce secteur de transformer éventuellement la vie des femmes. Cette intervention directe auprès des femmes de l'industrie laitière a le potentiel de donner un nouvel élan aux projets en cours des femmes agricultrices et d'apporter de nouvelles pistes qui permettront d'améliorer la sécurité économique des femmes.

Madame Gariko voit le projet d'un œil très optimiste. Elle est persuadée que la qualité et la quantité de lait produit par les femmes de son groupe augmenteront grâce à la formation en marketing et au développement des capacités entrepreneuriales. Suite à la construction d'un système central d'approvisionnement en eau destiné aux femmes de Tal Djama, chacune d'entre elles sera en mesure de produire au minimum 20 litres de lait par jour. Ceci devrait leur rapporter plus ou moins 400 dollars par mois, assez pour subvenir correctement à leurs besoins et à ceux de leurs familles.

« Merci ONU Femmes, nous avons attendu longtemps, mais nous avons maintenant bon espoir », a assuré Mme Gariko.

AU SUJET DU PROGRAMME :

ONU Femmes n'a pas de présence physique au Burkina Faso, mais l'organisation fournit une aide technique et organisationnelle par l'intermédiaire de son bureau sous-régional situé à Dakar, au Sénégal. L'engagement d'ONU Femmes envers les femmes productrices de lait date de 2009. L'UNIFEM (ainsi que s'appelait alors l'organisation des femmes) avait réalisé une étude initiale sur les femmes en milieu rural et identifié les femmes de l'industrie laitière comme un groupe susceptible d'accroître son indépendance économique. Les nombreuses consultations réalisées auprès des divers intervenants, y compris auprès de fondations privées, d'organisations de la société civile et d'entités gouvernementales, ont finalement débouché sur des mesures concrètes de soutien aux femmes de l'industrie laitière, avec la vocation de s'appliquer à un groupe plus vaste de femmes rurales.



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



Des travailleuses domestiques exploitées s'organisent pour défendre leurs droits au Cameroun



PHOTO DE FAMILLE DES PARTICIPANTS À LA CONFÉRENCE NATIONALE SUR LE TRAVAIL DOMESTIQUE AU CAMEROUN, QUI S'EST TENUE AU CENTRE JEAN XXIII MVOLYÉ À YAOUNDÉ. UNE CONFÉRENCE MULTIDISCIPLINAIRE, MULTIPARTE ET MULTISECTORIELLE SOUS LA DIRECTION SCIENTIFIQUE DU PROF. KEGNE FOUDOUOP DE L'UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I.

Maltraitée et exploitée par ses employeurs dès le départ, Félicité Mbida, 50 ans et travailleuse domestique depuis plus de vingt ans, lutte pour défendre les droits des travailleuses au Cameroun dans le cadre du Réseau national des associations d'appui aux travailleurs domestiques (RENATRAD).

À l'instar de plusieurs jeunes Camerounaises, Félicité a commencé à gagner sa vie en tant que travailleuse domestique en prévoyant de ne faire ce type de travail que pendant quelques temps. Or, par manque d'autres options, elle s'est trouvée forcée de continuer afin de pouvoir subvenir aux besoins de ses deux enfants.

« J'ai travaillé avec sept familles différentes

sur une période de dix ans, en raison des conditions de travail et de paye, qui étaient mauvaises et irrégulières », raconte-t-elle.

Quand elle a commencé à travailler, en 1996, Félicité était souvent soumise à des violences sexuelles et psychologiques de la part de ses employeurs. Elle travaillait sans contrat ni sécurité sociale et n'avait pas d'horaires clairement définis. Épuisée et lasse de ces abus, elle a pris la décision, en 2004, de monter une association dédiée aux travailleuses domestiques, afin de promouvoir la solidarité parmi les professionnelles dans ce domaine.

C'est ainsi qu'est née l'Association des ménagères du Cameroun à Yaoundé (AMCY), qui s'est développée rapidement et compte

aujourd'hui 50 membres. Encouragée par son succès, l'initiative a été intégrée au RENATRAD, un réseau qui fédère 65 associations de 20 à 50 membres.

Soutenu par le Fonds pour l'égalité des sexes, le RENATRAD organise des séances de formation au droit du travail, à la rédaction de contrats de travail, ainsi qu'à l'éthique professionnelle. Armées de cette formation, les travailleuses domestiques ont pu protéger leur



PHOTO : HORIZONS FEMMES

À PROPOS DU PROGRAMME :

ONU Femmes au Cameroun concentre son action sur les principaux domaines d'intervention suivants : l'accroissement du leadership des femmes par l'apport d'un soutien direct à la société civile et aux partis politiques, ainsi que d'un soutien technique et financier à la commission électorale nationale, afin d'intégrer une perspective de genre dans les processus électoraux ; l'accroissement de l'autonomisation économique des femmes, par l'apport de soutien aux entrepreneuses ainsi qu'à celles qui participent à une activité commerciale transfrontalière ; la prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles et l'élargissement de l'accès aux victimes par le soutien direct de la campagne contre la violence à l'égard des femmes, l'application des lois et le soutien direct des victimes dans des centres d'accueil ; l'élaboration de plans et budgets nationaux.



PHOTO: HORIZONS FEMMES

SIGNATURE DE L'ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE HORIZONS FEMMES ET MINPROFF POUR L'ENCADREMENT INSTITUTIONNEL ET TECHNIQUE DU PROGRAMME PAR LE DÉPARTEMENT MINISTÉRIEL, PAR ÉCHANGE DE DOCUMENTS ENTRE LA MINISTRE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE ET LA PRÉSIDENTE D'HORIZONS FEMMES.

statut social et mieux défendre leurs droits.

« Nous avons reçu beaucoup de formation sur nos droits, les salaires, les contrats et, avant tout, sur la sécurité sociale, parce que nous sommes nombreuses à bientôt prendre notre retraite », souligne Félicité, ajoutant qu'elle connaît désormais le salaire minimum national au Cameroun, qui est actuellement de 28 216 francs CFA, soit l'équivalent de 55 \$US par mois. Elle a ainsi pu négocier son contrat de travail avec son employeur, modifier ses heures de travail et bénéficier de la sécurité sociale en adhérant à la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS).

« Le programme a vraiment changé beaucoup de choses pour nous et le travail domestique n'est plus ce qu'il était il y a deux ans », déclare Félicité.

La mobilisation à grande échelle de ces

femmes peut s'expliquer notamment par leur statut dans la société camerounaise. On estime que les travailleuses domestiques représentent 3 pour cent de tous les travailleurs du Cameroun, dont 80 pour cent sont des femmes.

« Aujourd'hui, nous pouvons aussi dire que nous sommes des travailleuses comme les autres. Ce que nous disons est désormais pris plus au sérieux. Les cas de violence et de maltraitance au travail ont diminué », confirme-t-elle.

Activiste passionnée, Félicité a été élue présidente du RENATRAD en 2011. Elle compte au nombre de ses accomplissements sa contribution à la mise en œuvre d'un réseau national de l'emploi domestique réglementé par le Comité technique de suivi (CTS), ainsi que la préparation d'un projet de législation sur l'emploi domestique actuellement à l'étude par le gouvernement.

UNE MARCHE POUR SENSIBILISER ET ÉLARGIR LES EFFORTS DE PLAIDOYER RELATIFS AUX PROBLÈMES SPÉCIFIQUES DE L'EMPLOI DOMESTIQUE, ORGANISÉE À BUÉA, AU SUD-OUEST, AINSI QUE SIMULTANÉMENT DANS D'AUTRES RÉGIONS DU CAMEROUN.

Grâce à ces efforts de plaidoyer, Félicité espère que le Cameroun ratifiera bientôt la Convention 189 (un travail décent pour les travailleuses et les travailleurs domestiques) de l'Organisation internationale du travail (OIT).



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



Des journalistes radio diffusent des messages de paix au Darfour – L'émission *Les Femmes et la Société d'Intisar*



PHOTO : MOHAMMED DUBA, ONU FEMMES

PARTICIPANTS ET PARTICIPANTES S'ENTRAÎNENT ENSEMBLE À DIFFUSER DES MESSAGES DE PAIX AU SOUDAN

Pour Intisar Ginded – mère d'un enfant – et sa communauté, rien ne saurait être plus important que la paix au Darfour, pays qui ne connaît que conflits et tragédies depuis des années. Le son des armes à feu et des tirs d'artillerie lourde déchire l'air alors que les hostilités s'intensifient à nouveau entre les deux camps, tuant et déplaçant plusieurs milliers de personnes, dont les femmes et les enfants les plus vulnérables.

Armée d'une licence en médias et d'un désir plus fort que tout de trouver des solutions à long terme pour sa communauté, Intisar a rejoint la station de radio-télévision publique El-fasher.

« Quand j'étais plus jeune, ma plus grande ambition était de devenir journaliste de radio ou de télévision. Je savais que c'était le seul métier qui me permettrait de m'adresser directement à ma communauté, et d'échanger des informations et des idées. Je ne laisserai rien faire obstacle à mon rêve », raconte Intisar.

Intisar, dont le prénom signifie « triomphe » en arabe, était convaincue que le métier de journaliste lui donnerait un moyen de braquer les projecteurs sur les problèmes qui touchent les habitants du Darfour, et en particulier les femmes et les enfants, catégories les plus durement touchées par les conflits perpétuels.

Intisar est titulaire d'une licence en médias, obtenue en 2004 à l'Université de Khartoum. Elle est également diplômée en programmation TV et radio et suit actuellement des études de maîtrise à l'université nationale de Ribat.

Aujourd'hui journaliste, elle a lancé une émission de radio-télévision intitulée *Les femmes et la société*, diffusée sur les ondes publiques du Darfour tous les matins et tous les soirs.

« Les femmes sont souvent tenues à l'écart de l'ordre du jour du développement national, alors qu'elles constituent la plus grande partie de la population et apportent une énorme

contribution à notre économie. Lorsque la guerre éclate, elles sont les plus touchées et doivent souvent fuir très loin en quête de paix et de stabilité. J'ai créé cette émission pour répondre à leurs besoins. Nous partageons avec elles des informations sur des sujets divers. En période de conflit, nous diffusons des messages de paix et d'espoir, contre la destruction et la peur », explique Intisar.

Intisar faisait partie d'un groupe de 20 professionnels des médias et partenaires d'ONU Femmes qui ont suivi une formation de deux jours en communications stratégiques, à Khartoum, les 10 et 11 octobre 2012. Le programme proposé aux participants, issus de la presse écrite, des médias électroniques et de partenaires



d'ONU Femmes, comprenait des cours sur l'engagement du public, les médias et l'intégration des questions d'égalité de genre, les nouveaux médias, la rédaction de blogues, la préparation d'avis aux médias, la rédaction d'articles d'opinion, les communiqués de presse, la composition d'articles accrocheurs, la photographie et la gestion de conférences de presse.

« Les médias sont un acteur important du développement qu'il ne faut pas ignorer. Ils peuvent aussi être un acteur important de la promotion de l'égalité de genre. Cependant, mal employés, ils servent également à transmettre des messages négatifs », a expliqué aux participants Mme Jebbeh Forster, Directrice du bureau d'ONU Femmes au Soudan.

« Je me souviens d'un cas pendant les pourparlers de paix en Ouganda du Nord, où la participation des femmes a été autorisée pour la première fois. Il a suffi qu'un désaccord public entre les représentantes d'une section des médias fasse les gros titres pour dévier l'attention du message fondamental des pourparlers », raconte-t-elle.

Selon l'UNESCO, la radio est présente dans les foyers de 75 pour cent de la population mondiale. Des milliards de personnes vivant dans des zones rurales, ou dans la pauvreté urbaine, n'ont qu'un accès limité à l'information. Pour ces populations ainsi isolées par la pauvreté, le faible niveau d'alphabétisme, le manque d'électricité et d'accès aux technologies de l'information (ordinateurs et internet), la radio est souvent le seul média disponible. Fonctionnant sur piles, léger, portable et peu coûteux, le

poste de radio reste très utilisé par six milliards de personnes dans le monde entier.

La radio communautaire utilise le pouvoir de ce média, mais en le redéfinissant pour donner une voix aux communautés marginalisées. Elle crée une plate-forme non commerciale, où les citoyens ordinaires des communautés rurales, souvent les femmes de la communauté, sont propriétaires et auteurs du contenu qu'ils entendent à la radio.

Afin d'amplifier le dialogue sur les droits des femmes et de veiller à ce que les voix des femmes issues des milieux ruraux soient entendues au niveau international, ONU Femmes intensifie ses efforts de plaidoyer par le biais de la radio communautaire. Des partenariats innovants sont prévus, par exemple avec l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires, réseau international regroupant plus de 4 000 radios communautaires. Laissant entrevoir les diverses actions de promotion de l'autonomisation, du leadership et du développement durable, ce nouveau partenariat de communications s'intéressera aux questions qui définissent la vie des femmes rurales et de leurs communautés, ainsi qu'aux moyens mis en œuvre en faveur du changement dans le monde entier.

Pour Intisar, travailler pour les femmes est une vocation. « *Il y a un dicton arabe qui dit que les femmes constituent la moitié de la population d'une société. Or pour moi, les femmes ne constituent pas la moitié de la population en chiffres uniquement. Leur contribution au développement compte tout autant. Nous sommes*

plus que de simples chiffres ! », déclare Intisar, qui ajoute être fière de ce que son émission a accompli.

Intisar décrit les souffrances des femmes et des enfants pendant les conflits, sans cesse forcés de fuir leurs foyers pour rejoindre des environnements instables. L'abandon des cultures ainsi forcé a un effet énorme sur la sécurité alimentaire. Au Darfour, dit-elle, les femmes sont les ouvriers agricoles, même si elles sont moins indemnisées pour leur travail. Intisar dit que son émission communique aux femmes des informations factuelles sur la stabilité du Darfour. « *Nous diffusons des messages de paix et d'espoir dans les camps de réfugiés »,* dit-elle.

ONU FEMMES AU DARFOUR

L'objectif global de la stratégie d'ONU Femmes au Darfour est « de veiller à la contribution soutenue des femmes du Darfour au processus de paix, afin de concrétiser l'égalité des sexes et les droits des femmes dans l'accord de paix au Darfour et dans les solutions au long terme pour une paix durable ». En 2012, une stratégie et une intervention humanitaire de prévention, protection, participation et intégration des questions de genre définissent les priorités d'ONU Femmes et de ses équivalents nationaux au Darfour, dans le sens de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur « les femmes, actrices de la paix et de la sécurité », des résolutions 1820, 1888, 1889 qui en ont découlé, et de l'ensemble des indicateurs sanctionnés par le Secrétaire-général. L'organisation des femmes en groupes, dans les camps de déplacés, représente une stratégie non seulement d'autonomisation mais aussi de cohésion sociale, qui aide les femmes à réagir à la vulnérabilité et à protéger les moyens d'existence et les revenus des membres du groupe.



PHOTO : MOHAMMED DUBA, ONU FEMMES

INTISAR GINDED DE LA STATION DE RADIO-TÉLÉVISION ELFASHER (À GAUCHE) AVEC UNE AUTRE PARTICIPANTE PENDANT LA FORMATION.



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



Une résidence protégée offre abri et avenir à des filles désemparées : Adama, Éthiopie.



PHOTO: DAWN WALLISTER

UN MARCHÉ TRÈS FRÉQUENTÉ DANS UNE RUE EN ETHIOPIE

Dans une rue de banlieue poussiéreuse, derrière de grands murs peints à la chaux et de hautes barrières surmontées de fil rasoir, se trouve une petite maison de brique comme tant d'autres dans la ville éthiopienne d'Adama. Cette adresse a cela de particulier qu'elle abrite un service entièrement financé par ONU Femmes, qui donne un avenir à des femmes et des filles victimes de maltraitances inimaginables.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la résidence protégée de l'Association pour la protection et le développement des femmes (Association for Women Sanctuary and Development - AWSD) est un lieu animé et gai, qui résonne des cris joyeux des enfants et qui sent bon l'injera (pain éthiopien).

« Personne, pas même les voisins, ne sait ce qu'est cette maison. Même la police ne sait pas où elle se trouve, » explique Tsegerida (ce n'est pas son vrai prénom), directrice du programme. La jeune femme de 24 ans a remarqué un changement dans l'attitude de la police et des services judiciaires, même au cours des quelques dernières années. « Les femmes de ma génération sont plus conscientes de leurs droits que celles des générations précédentes, et au fur et

à mesure que nous travaillons avec la police, nous voyons son attitude changer également », dit-elle.

Les 35 occupants actuels de la résidence comptent neuf enfants, dix-neuf adultes et sept bébés. C'est parce qu'elle connaissait « tant de victimes de maltraitance dans mon entourage », que Tsegerida, ex-assistante sociale des services publics, a eu envie d'assumer ce rôle. Elle explique que ces femmes, comme tant d'autres en Éthiopie, « ne connaissent pas leurs droits, et ne savent rien de ce qu'elles peuvent faire lorsqu'elles sont violées ou victimes de violence ».

Hana (ce n'est pas son vrai prénom) a 15 ans. Elle est née à Gonder, à 800 kilomètres d'Adama. Il y a deux ans, sa tante a convaincu ses parents de l'envoyer à Adama pour qu'elle puisse accéder à une meilleure éducation. Au lieu des bancs de l'école, elle s'est retrouvée domestique. Violée par son cousin, Hana est tombée enceinte et sa tante l'a mise à la porte. La honte l'empêchant de rentrer chez elle, elle s'est réfugiée chez une vieille voisine. Après la naissance de l'enfant, sa tante l'a conduite au poste de police, qui a pris contact avec la résidence protégée.

Être maman si jeune est difficile, quelles

que soient les circonstances, mais Hana explique : « J'ai appris comment nourrir mon fils, faire sa toilette et le changer. Sans la résidence protégée, je me serais retrouvée à la rue. J'ai terminé ma troisième année de scolarité et je tiens à reprendre mes études un jour. Pour l'instant, je veux apprendre à cuisiner pour pouvoir travailler et subvenir à mes besoins et à ceux de mon enfant ».

Tsegerida n'a pas trop d'espoir en ce qui concerne les chances de justice pour Hana. « Il est un fait que le délit a été signalé assez tard. La police enquête, mais parce que la victime n'a pas les moyens de payer le test ADN, il n'y a aucune preuve ».

Une autre fille de la résidence a une histoire tout aussi tragique. Rahima (ce n'est pas son vrai prénom) a 12 ans et vient d'un village proche d'Addis Ababa. Elle rit en racontant qu'elle préférerait être assise sur la balançoire plutôt que de pousser ses camarades, mais qu'elle le faisait quand même. « Chaque jour, je rassemblais les moutons, les chèvres et les vaches avant le dîner », raconte-t-elle.

Un jour, alors qu'elle rentrait de l'école, deux cousins adultes, l'un du côté de sa mère et l'autre de celui de son père, l'ont tenue au sol pour la violer. Plongée dans le coma pendant une semaine, elle s'est réveillée avec une hanche cassée. L'un de ses agresseurs a été inculpé, tandis que l'autre a pris la fuite. Parce que la résidence finance sa thérapie, elle a un espoir de pouvoir un jour remarcher sans béquilles. Les parents de Rahima l'ont confiée à la résidence parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer le traitement dont elle a besoin. Mais sa famille et son école lui manquent.

L'amie de Rahima à la résidence protégée est Almaz (ce n'est pas son vrai prénom), 13 ans. Gaie et pleine d'entrain, elle gesticule avec exubérance lorsqu'elle raconte ses jeux avec ses amies, quand elle vivait à Boroji. Almaz n'a pas arrêté de pleurer pendant une semaine quand elle est arrivée. « Au début, j'avais peur, mais



PHOTO: DAWN M'ALLISTER

KIOSQUE COMME CELUI-CI SONT SOUVENT UTILISÉS POUR ACHETER DES BESOINS QUOTIDIENS EN ETHIOPIE.

maintenant je suis contente. J'ai des amies ici », dit-elle. La onzième de 12 enfants dans sa famille, Almaz est partie vivre chez sa sœur aînée à Adama pour avoir une meilleure chance d'éducation. Sa sœur avait d'autres idées en tête et la voulait pour garder les enfants et faire le ménage. Almaz a été violée par le mari de sa sœur. Enceinte à son arrivée à la résidence protégée, la loi exigeait qu'elle se fasse avorter.

Le violeur a avoué son crime, plaidé coupable au tribunal, et écopé d'une peine de tout juste sept ans, dont la partie plaignante a fait appel. Sa sœur refuse cependant de la croire et Almaz craint que ses parents ne l'acceptent pas non plus.

« Je veux retourner à l'école mais je ne veux pas rentrer chez mes parents », dit-elle. Malheureusement, il est possible qu'il n'y ait pas d'autre option. Tsegerida explique que le frère d'Almaz, 28 ans, qui l'a conduite au poste de police quand il a découvert qu'elle avait été violée, travaille en tant qu'ouvrier à Adama et gagne 10 à 20 birr (0,60 - 1,15 dollar US) par jour, mais seulement quand il y a du travail. Il peut à peine subvenir à ses besoins, encore moins à ceux d'Almaz.

Près du centre-ville, une coopérative de neuf victimes qui ont appris à cuisiner à la résidence protégée gère une cafétéria. Elle sert des plats éthiopiens comme l'injera (pain) et le wat, un ragout épais servi sur le pain et, bien entendu, du café préparé selon la tradition. Les grains sont moulus et le traditionnel café noir fort et sucré est servi toute la journée, remplissant la

cour de son arôme du matin au soir.

Zahara (ce n'est pas son vrai prénom), 30 ans, gère la petite cafétéria. Elle s'est enfuie de chez elle à 10 ans et a vécu pendant des années dans la rue, trouvant des petits boulots de femme de ménage ici et là. Quand elle est arrivée à la résidence protégée, Zahara n'avait ni abri, ni emploi. Désemparée, elle était prête à y abandonner ses deux petits enfants.

« Je pensais que je pouvais confier mes enfants à la résidence protégée », raconte-t-elle. « J'étais à la rue avec deux jeunes enfants, seule, sans personne pour m'aider ». Elle ne savait pas, alors, qu'un environnement chaleureux l'attendait à la résidence protégée, qui l'a accueillie avec ses enfants. Aujourd'hui, Zahara et ses enfants ont un avenir concret.

Zahara parle avec émotion de ce qu'elle a ressenti quand la cafétéria a commencé à faire des bénéfices. « *Ça n'a pas été facile au début, mais quand nous avons commencé à faire des bénéfices, l'angoisse a fait place à la joie. J'étais si heureuse !* ».

Bien que s'occuper de ses enfants reste difficile, la coopérative a mis en place un système selon lequel les employées gardent les enfants à tour de rôle, permettant ainsi à toutes de travailler. Elle élabore le menu et raconte qu'il a évolué au fur et à mesure qu'elle a appris à connaître les goûts des clients, « *notre ferfer (de l'injera coupé en morceaux et servi avec une sauce) est ce qui se vend le plus. Les policiers du poste d'à côté en sont très friands* ». Zahara aimera

À PROPOS DU PROGRAMME :

Avec l'appui d'ONU Femmes en Éthiopie, dans le cadre de sa stratégie pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes, la résidence abrite 125 femmes pendant un minimum de trois mois chacune, et leur apporte un appui psychologique intensif et des soins médicaux depuis 12 mois.

La formation professionnelle (cuisine, informatique, coiffure, couture et broderie) de chaque femme ou fille est au cœur du travail du centre. La résidence compte un dispensaire à temps complet, un centre de formation, une cuisine, des services d'appui psychologique, un jardin d'herbes aromatiques, une partie avec des logements et un bureau d'administration. La broderie est la formation la plus suivie et à l'école de couture, au centre très animé d'Adama, l'ambiance parmi la dizaine d'élèves est exubérante. Aucune de ces femmes n'avait d'expérience en couture avant d'arriver. En cours deux heures par jour pendant quatre mois, elles ont réalisé des échantillons et des patrons en papier journal, avant de passer à la réalisation finale en tissu.

un jour monter sa propre entreprise et être entièrement indépendante. « *J'espère un jour avoir ma propre cafétéria* », dit-elle.

Derrière les barrières et le fil rasoir, ces femmes et ces enfants vivent en sécurité. Les services dont ils bénéficient leur offrent une vraie chance d'autonomie. Tsegerida explique cependant que la police appelle chaque jour, au sujet d'une autre femme qui a été battue ou violée et qu'il n'est pas toujours possible de leur venir en aide. Secouant la tête avec incrédulité, Hana dit « *J'ignorais qu'il existait des endroits comme celui-ci* ». Pour une multitude d'autres femmes et filles en Éthiopie et ailleurs, il n'en existe pas.



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

La vente de balais et de serpillères permet de construire des maisons – le cas des commerçantes transfrontalières de la Région des Grands Lacs



PHOTOS : ONU FEMMES

CHAQUE JOUR LES FEMMES DE LA RÉGION DES GRANDS LACS SE RÉUNISSENT POUR FRANCHIR LES FRONTIÈRES ET DE VENDRE LEURS MARCHANDISES. PLUS DE 45.000 FEMMES DANS CE DOMAIN FONT DU COMMERCE AVEC DES DENRÉES ALIMENTAIRES.

Chipo (prénom modifié) a 47 ans et est une commerçante transfrontalière. Comme de nombreuses femmes en Afrique et dans le monde exerçant sa profession, elle n'est pas instruite et n'a pas d'autre emploi. Certaines nuits, elle fait la queue pendant des heures dans la chaleur et la poussière en attendant de passer la douane. Il y a quelques années, on lui a volé tout son argent et son passeport, ce qui lui a causé un gros problème car il a fallu attendre pour refaire le passeport et elle a perdu un revenu précieux pendant qu'elle attendait.

La vente de balais et de serpillères lui a permis de payer pour agrandir sa maison et de mettre de la nourriture sur la table pour l'alimentation de ses trois fils et son mari retraité. Elle voudrait s'engager dans le commerce officiel, mais admet qu'elle ne sait pas du tout comment s'y prendre. En tant que femme ne disposant d'aucun capital et avec une famille à nourrir, elle est vulnérable et souvent exploitée

par d'autres aux postes frontières.

L'histoire de Chipo est partagée par plus de 45 000 femmes dans la Région des Grands Lacs qui font du commerce transfrontalier informel afin de travailler et d'assurer leur survie. La Région des Grands Lacs est en proie à des conflits armés depuis plus de trente ans. Le commerce transfrontalier est l'illustration tangible de l'interdépendance économique qui existe entre les pays de cette région. Ces relations montrent également les liens étroits qui existent entre des populations souvent divisées par une méfiance due aux violents conflits qui continuent à empoisonner les relations entre ces pays limittrophes. Dans un tel contexte conflictuel, les opportunités d'emploi officiel sont limitées, ce qui fait du commerce transfrontalier la seule forme d'emploi et de survie ouverte aux nombreuses femmes qui doivent assurer la subsistance de leur famille. De manière regrettable, le commerce informel des femmes reste sous-estimé

et négligé dans les politiques et les processus commerciaux.

ONU Femmes travaille sur le dossier des « *femmes actives dans le commerce transfrontalier informel* » depuis 2006. Les priorités majeures consistent à soutenir les coalitions et les organisations de femmes commerçantes transfrontalières informelles en vue d'amplifier leur voix collective dans les groupes commerciaux nationaux, infrarégionaux et régionaux et de renforcer leurs plateformes de plaidoyer. Des études de faisabilité sur les femmes actives dans le commerce transfrontalier ont révélé qu'elles étaient confrontées à un grand nombre de difficultés et d'obstacles, dont un accès insuf-



PHOTOS : ONU FEMMES

EN MENTRANT LEURS PRODUITS DANS LES FOIRES COMMERCIALES, LES FEMMES SONT EN MESURE DE MIEUX PROMOUVOIR LEURS COMPÉTENCES ET DE JOINDRE UNE ÉCONOMIE EN CROISSANCE. AVEC UN SUPPORT LES FEMMES APPRENNENT À GAGNER LEUR VIE ET SOUTENIR LEUR FAMILLE.

fisant au crédit, aux services, au transport, au stockage de marchandises et aux informations de marketing, ainsi qu'une exposition aux abus et à l'insécurité aux postes frontières.

L'Office régional d'ONU Femmes en Afrique centrale a sollicité l'engagement de diverses parties prenantes en vue d'améliorer la situation critique des femmes commerçantes transfrontalières en Afrique centrale. Des réunions consultatives ont été organisées entre les auto-

rités municipales et les femmes commerçantes à Goma (RDC) et à Rubavu (Rwanda). Suite à ces exercices de sensibilisation, cinq coopératives ont été établies afin de permettre aux femmes de faire davantage entendre leur voix pour demander un changement de politique et renforcer leur protection et leur sécurité aux postes frontières. De plus, 120 femmes actives dans le commerce transfrontalier informel ont été formées à l'entrepreneuriat à Gatumba (Burundi)

et à Rubavu (Rwanda). Ces formations les ont dotées d'outils qui leur permettent de contrôler la commercialisation de leurs produits et d'acquérir des connaissances en management.

Un autre changement de politique clé concerne le fait que la Commission économique pour l'Afrique Centrale a à présent commencé à construire des entrepôts à Goma et à Rubavu. Ces entrepôts serviront à abriter et à protéger les femmes et leurs marchandises. C'est là un véritable changement durable qui modifiera la vie de ces femmes qui contribuent à la croissance économique de leur pays et à la



PHOTOS : ONU FEMMES

POUR LA PREMIÈRE FOIS, DES FEMMES ACTIVES DANS LE COMMERCE TRANSFRONTALIER INFORMEL, VENANT DU BURUNDI, DU RWANDA ET DE LA RDC, ONT PARTICIPÉ AU MARCHÉ RÉGIONAL DES PRODUITS AGRICOLES EN AFRIQUE DE L'EST LES 10 ET 11 NOVEMBRE 2011 À KIGALI. ELLES ONT EU L'OCCASION DE DISCUSSION AVEC LES ACHETEURS DE DENRÉES ALIMENTAIRES, DE DÉCOUVRIR DE NOUVELLES MÉTHODES DE CULTURE ET, AINSI, L'ACCÈS AUX MARCHÉS OFFICIELS.

À PROPOS DU PROGRAMME :

ONU Femmes met actuellement en œuvre un programme à l'échelle de l'Afrique visant à créer des richesses et à réduire la pauvreté et l'exclusion parmi les femmes actives dans le commerce transfrontalier informel en Afrique. La phase I de ce programme (2006–2009) était axée sur les études empiriques de référence dans les quatre sous-régions. L'objectif général des ces études de référence (menées dans la Région des Grands Lacs, au Cameroun, au Libéria, en Tanzanie, au Swaziland et au Zimbabwe, les études comprenant aussi des postes frontières situés au Sénégal, au Niger, en Guinée et au Togo) était d'évaluer le contexte politique, économique, social, physique et institutionnel général au sein duquel les femmes et les hommes actifs dans le commerce transfrontalier informel travaillent dans ces pays.

La phase II du programme est actuellement mise en œuvre dans la Région des Grands Lacs (au Rwanda, en République Démocratique du Congo et au Burundi), au Nigéria, au Libéria, au Cameroun, au Niger, au Mozambique, en Afrique du Sud, au Zimbabwe et au Mali.

subsistance de leur famille.

Pays après pays, les décideurs doivent comprendre les difficultés et les risques auxquels des femmes comme Chipo sont confrontées dans leur lutte pour assurer la subsistance de leur famille. Les gouvernements doivent établir des politiques bien ciblées afin de faciliter la contribution de ces femmes à la croissance économique de leur pays.



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

L'épargne et le crédit ouvrent la porte de l'entreprise et de l'autonomisation économique pour 34 femmes au Libéria



DES PARTICIPANTES AU PROGRAMME D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT ATTENDENT LEUR RÉUNION DEHORS, À SINJIE, LIBÉRIA.

PHOTO : ONU FEMMES

Bendu Pepper Kamara est une entrepreneuse et femme d'affaires qui a réussi. Ce succès, elle le doit à un club d'épargne et de crédit qui a totalement transformé sa vie et celle de sa famille. « Notre club comptait 25 membres pendant les deux premières années. Attirées par notre succès, d'autres femmes ont voulu nous rejoindre. Nous leur avons donné les moyens d'épargner pour acheter des parts et nous sommes maintenant 34 au total », explique-t-elle.

Avec son premier prêt, elle a acheté des marchandises que son mari vendait dans sa boutique. Ensuite, avec le deuxième, elle a acheté un groupe électrogène et un congélateur et elle vend maintenant de l'eau et des jus frais seule. Le taux d'intérêt de 10 pour cent, déclare Bendu, met les prêts de l'association à la portée des membres et permet aux femmes de faire des bénéfices sur leurs parts.

Le groupe de Bendu a également créé un fonds social pour venir en aide aux membres en situation d'urgence, pour fêter les anniver-

saires et les diplômes, et pour financer des projets de groupe. L'année passée (2012), le groupe a monté une petite exploitation de manioc et d'arachide, et payé une équipe de débroussaillage pour l'entretien des terres, démontrant la diversité des moyens mis en œuvre par les femmes pour s'autonomiser en tant qu'individus et en tant que groupe.

La Banque centrale du Libéria s'intéresse de plus en plus au potentiel que représentent les associations d'épargne et de crédit (AEC) de femmes pour étendre les services financiers aux zones rurales, privées d'accès aux services bancaires formels. À compter de cette année, la Banque centrale consent aux AEC de femmes des prêts à faible taux d'intérêt de 3 pour cent. À leur tour, les AEC prêtent ces fonds à leurs membres.

À défaut de telles possibilités, les femmes des zones rurales vivent dans l'incertitude économique, par manque d'accès à des capitaux de démarrage pour celles qui souhaitent créer une entreprise ou apprendre un métier. L'aide

apportée à ces femmes vulnérables ouvre des portes aux familles et aux communautés entières car l'indépendance économique engendre une plus grande égalité des sexes, qui s'accompagne d'une participation politique et collective accrue.

Les AEC de femmes donnent aux Libériennes des moyens durables d'accéder à la microfinance et à l'épargne. Ces prestations financières stimulent leur participation aux activités économiques tout en accroissant à la fois leur indépendance économique et leur sécurité.

Plus de 4 000 femmes issues des zones rurales du Libéria ont rejoint une AEC entre 2010 et 2012.

La première année, elles ont épargné en moyenne 169 \$US et bénéficié de prêts d'une



PHOTO : ONU FEMMES

L'INSCRIPTION SUR LES T-SHIRTS JAUNES DIT « LE DÉVELOPPEMENT EST NOTRE BUT ». PHOTO PRISE À BONG, LIBÉRIA

moyenne de 464 \$US par membre. La deuxième année, sans autre intervention ni soutien, l'épargne moyenne individuelle des mêmes bénéficiaires avait bondi jusqu'à 430 \$US et les prêts reçus atteignaient en moyenne 1 179 \$US.

Le programme d'associations d'épargne et de crédit jouit du soutien du Programme commun des Nations Unies pour l'égalité entre les genres et l'autonomisation économique des femmes, dirigé par ONU Femmes, par l'intermédiaire de la Banque centrale du Libéria, du ministère de l'Égalité des sexes et du Développement, du Fonds d'équipement des Nations Unies et du Programme des Nations Unies pour le développement. Il est mis en œuvre avec l'appui de cinq partenaires : Educare, Care International, Universal Empowerment Mission, We 4 Self, et la Direction libérienne du développement.

Outre son rôle de direction du programme commun, ONU Femmes a été membre votant du « Comité d'investissement en faveur d'une finance inclusive » présidé par la Banque centrale. Le Comité d'investissement intervient dans le processus décisionnel concernant les programmes et investissements de micro-financement, y compris les bénéficiaires du « Loan Extension and Availability Facility » (dispositif de vulgarisation et disponibilité du crédit) de

la Banque centrale, qui consent des prêts à taux d'intérêt bas aux AEC de femmes. ONU Femmes a apporté son soutien à la formation de 10 ONG et 35 agents de vulgarisation du système d'AEC auprès des femmes rurales, et collabore avec le PNUD au cofinancement et à la mise en œuvre de l'élargissement de la formation à plus de 4 000 Libériennes.

La réussite de femmes comme Bendu, issues de milieux ruraux, dans la gestion de leur épargne et de leur crédit renouvelable, a placé les associations d'épargne et de crédit au premier plan des actions de la Banque centrale en faveur d'un plus grand accès aux capitaux pour les populations rurales du Libéria. Par le passé, un grand nombre de ces fonds étaient destinés à des portefeuilles de prêts dans des banques ou des coopératives d'épargne et de crédit, qui sont plus généralement dominées par des cadres et des clients de sexe masculin.

ONU Femmes au Libéria continuera de soutenir les agents de vulgarisation des AEC auprès des femmes rurales pour assurer la viabilité au niveau local. Parce qu'un grand nombre des associations ont des investissements plus importants, ONU Femmes et la SFI examinent actuellement les moyens d'établir des liens entre les associations rurales et les plus grandes entreprises de femmes, afin de faciliter l'accès aux institutions bancaires plus for-

À PROPOS DU PROGRAMME :

Le Programme d'associations d'épargne et de crédit jouit du soutien du Programme commun des Nations Unies pour l'égalité entre les genres et l'autonomisation économique des femmes, dirigé par ONU Femmes. Le programme commun est mis en œuvre dans le cadre du programme régional africain en faveur des femmes rurales, dont le principal objectif est de défendre et protéger les droits et les moyens d'existence des femmes rurales dans le contexte de la crise alimentaire et des changements climatiques. La stratégie du Programme met l'accent sur le rôle crucial des femmes dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté, ainsi que sur l'importance de l'accès des femmes à une énergie et des ressources durables, y compris le crédit. Par ce biais, ONU Femmes stimule une coordination efficace du système des Nations Unies et des partenariats stratégiques en soutien des femmes issues des milieux ruraux, tout en favorisant le développement de la capacité institutionnelle des gouvernements à mieux répondre aux besoins et aux priorités des femmes rurales.



PHOTO : ONU FEMMES

UN GROUPE ATTEND UNE RÉUNION SUR L'ÉPARGNE ET LE CRÉDIT À L'INTÉRIEUR, À SINJIE, LIBÉRIA.



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



S'unir pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles au Mozambique : le récit de Chissomo



CHISSOMO (À DROITE CI-DESSUS) EN PLEINE ALLOCUTION LORS D'UNE RÉUNION À L'ÉCOLE

Pour une jeune fille de 16 ans, Chissomo Beny a une conscience inhabituelle et aiguë de son avenir. Elle sait que la clé de son épanouissement et de son indépendance économique tient au fait qu'elle doit rester à l'écart d'un mariage prématué et d'une grossesse précoce. Lorsque les représentants d'ONU Femmes se sont rendus dans son école de Quelimane, au Mozambique, pour mettre en place des ateliers et des activités visant à promouvoir l'égalité entre les sexes, Chissomo a été la première à participer.

Selon elle, le programme a eu un impact important sur les étudiants. « Avant, on n'entendait jamais les filles s'exprimer, mais à présent nous n'avons pas peur de dire que nous avons des droits qui doivent être respectés. Même les garçons disent aujourd'hui que rien ne peut justifier la violence à l'égard des filles », affirme-t-elle.

Studieuse, elle prend ses cours au sérieux et aide aussi sa mère à s'occuper de ses quatre frères et sœurs plus jeunes, car son père ne vit pas avec la famille. Sa participation aux ateliers a été une expérience gratifiante qui a changé sa perspective et ses relations avec les autres à

l'école. Elle affirme avoir trouvé un espace sécurisant pour discuter en toute franchise de choses qui ne sont jamais abordées en public, telles que le droit d'une fille à dire non à n'importe quel type de comportement sexuel, même lors de rencontres intimes avec ses amis masculins.

Mais les femmes et les filles n'ont pas toutes la prise de conscience de Chissomo. Une étude menée par le ministère des Femmes et de l'Action sociale au Mozambique a révélé que 54 pour cent des femmes âgées entre 15 et 44 ans ont subi des violences physiques ou sexuelles.

Dans une étude locale, l'Institut national des statistiques a constaté que 19 pour cent des femmes âgées de 15 à 49 pensent que l'homme a le droit de frapper sa partenaire si celle-ci ne le prévient pas lorsqu'elle quitte la maison ; 21 pour cent ont rapporté que l'homme a le droit de frapper sa partenaire si cette dernière n'accorde pas suffisamment d'attention aux enfants ; et 19 pour cent ont dit que l'homme avait le droit de frapper sa partenaire si celle-ci refuse d'avoir des rapports sexuels avec lui.

C'est ce genre de statistiques qui ont incité le Mozambique à s'engager fermement dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et



OBJECTIVOS PRINCIPAIS DA CAMPANHA:

- CRIAR CONSCIÊNCIA PÚBLICA E AUMENTAR A VONTADE POLÍTICA E RECURSOS PARA PREVENÇÃO E RESPOSTA A TODAS AS FORMAS DE VIOLÊNCIA CONTRA MULHER E RAPARIGA EM ÁFRICA.
- CRIAR UM AMBIENTE FAVORÁVEL E ENCORAJADOR PARA OS GOVERNOS, EM PARCERIA COM A SOCIEDADE CIVIL, ESPECIALISTAS, ENTIDADES DO SISTEMA DAS NAÇÕES UNIDAS E OUTROS INTERVENIENTES CHAVE, PARA REALIZAREM OS COMPROMISSOS POLÍTICOS EXISTENTES.



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



des filles et à se lancer pleinement dans la campagne UNiTE du Secrétaire-général de l'ONU visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes. Cette campagne, intitulée *UNIDOS* au Mozambique, a pour priorité de faire passer des messages dans les établissements d'études secondaires à travers tout le pays, en tant que moyen idéal de sensibiliser les jeunes. En septembre 2012, ONU Femmes Mozambique a mis en place *UNIDOS* dans la province du Zambèze dans le cadre d'un programme étalé sur trois jours qui comprenait des débats avec les étudiants et les enseignants ainsi qu'une étude d'état initial à laquelle ont participé plus de 800 étudiants, qui ont fait part de leurs perceptions de la violence à l'égard des femmes.

UNIDOS a pour mission de mettre en évidence et de changer l'opinion selon laquelle la violence à l'égard des femmes et des filles ne peut être résolue que dans l'intimité du foyer, et l'initiative insiste donc sur le fait que la violence fondée sur le genre est un problème qui doit également être abordé publiquement.

Quatre personnalités connues, deux hommes et deux femmes, ont été choisies pour représenter *UNIDOS* en tant que champions du changement au Mozambique. Ces personnalités jouissent d'une célébrité dans le pays pour le travail qu'ils accomplissent dans différents domaines, tels que la musique et le journalisme.

Un programme télévisé spécial intitulé « Homen que e Homen » (Un homme qui est un homme) a été réalisé et met en scène, entre autres, la représentante d'ONU Femmes dans le pays, le chef de la police et un des champions du changement, Valdemiro Jose, dont le rôle est de faire passer les messages *UNIDOS* au public. Cette série a pour but de changer la manière dont les hommes considèrent les femmes et les filles et aussi la manière dont les filles se perçoivent elles-mêmes.

Chissomo a été nommée représentante féminine pour le programme télévisé « Un homme qui est un homme », qui a été enregistré dans son école et diffusé au niveau national sur TV Mozambique. À présent, elle affirme qu'elle se sent davantage respectée par ses collègues et que ses opinions sont davantage prises au sérieux, car de nombreux étudiants la considèrent comme un modèle.

UNIDOS a conclu un partenariat avec l'équipe féminine de basket-ball « Desportivo ». En tant qu'ambassadrices de la campagne, les membres de l'équipe font passer les messages



RÉUNION À L'ÉCOLE DE CHISSOMO

de la campagne UNiTE en les faisant imprimer sur les T-shirts, les shorts et les sacs portés par les membres de l'équipe à tous les matchs. C'est grâce à ce partenariat que les messages de la campagne ont sensibilisé près de 20 000 athlètes et spectateurs lors des 10e Jeux africains organisés au Mozambique en 2010.

UNIDOS a ciblé les principaux initiateurs de changements à même d'entraîner une évolution sociale et une mobilisation qui lui permettront d'atteindre ses objectifs. Les chefs de la communauté locale, les hommes, les écoles et les organisations sportives ont été contactés à cette fin. Ils seront les porte-drapeaux des stratégies qui seront utilisées pour sensibiliser et réclamer des mesures. Les programmes comprennent des débats publics, des émissions télévisées, la sélection de champions du changement et la diffusion de messages par le biais de plaquettes, de T-shirts et d'autres produits similaires.

Le Mozambique a promulgué des lois qui punissent tout acte de violence domestique, c'est-à-dire : les sévices physiques ; les sévices sexuels ; la maltraitance émotionnelle et psychologique ; les intimidations ; le harcèlement ; les dommages causés à la propriété ; et tout autre comportement dominateur ou abusif qui cause ou peut causer un préjudice à une personne. Les punitions comprennent des amendes, le travail communautaire et des peines de prison allant de 3 jours à 8 ans.

Avec la mise en place de lois, l'organisation d'ateliers de sensibilisation et une volonté d'engagement dans l'action au plus haut niveau politique, le Mozambique est en bonne voie pour garantir un avenir prometteur à des filles comme Chissomo.

À PROPOS DU PROGRAMME :

La campagne UNiTE a été lancée au Mozambique le 2 novembre 2010 par le Président Armando Emilio Guebuza. Ce dernier a également adhéré à la campagne « Dites NON – Tous UNiS ». Le lancement a eu lieu au cours de la deuxième Conférence nationale sur les femmes et les questions de genre qui a rassemblé des participants issus de tous les horizons, dont des parlementaires, des entrepreneurs, des décideurs du secteur public et des activistes œuvrant pour l'égalité des sexes. Onze provinces du Mozambique ont simultanément lancé cette campagne, lui accordant ainsi une vaste couverture nationale. Le cadre juridique propice, comprenant le Plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes (2008-2012) et la Loi en matière de violence domestique perpétrée contre les femmes, est entré en vigueur le 29 mars 2010 et a contribué à une prise d'engagement au plus haut niveau en faveur de mesures visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles au Mozambique.



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



Mise en œuvre de la loi sur les quotas au Niger : les femmes gagnent du terrain à mesure qu'augmente le soutien à leur candidature aux élections nigériennes de 2015

Habsou Issoufou se porte candidate au poste de conseillère de la zone rurale de Sae Saboua, dans la région nigérienne de Maradi. Elle est mariée et mère de quatre enfants. Contrairement à de nombreuses autres femmes de la région, elle a eu la chance d'être allée à l'école. À présent, elle est la bénéficiaire d'une formation que dispense ONU Femmes sur la gouvernance et le leadership, visant à augmenter la présence des femmes aux postes de décision.

Habsou est restée fidèle à son parti politique et a travaillé d'arrache-pied pour son comité. Elle ambitionne de gravir les échelons et d'atteindre le comité départemental. Elle s'est présentée en 2012, sans succès. Elle soutient qu'elle se représentera aux prochaines élections de 2015 et qu'elle continuera à le faire jusqu'à ce qu'elle arrive à faire entendre ses points de vue.

« ONU Femmes ne nous a pas seulement donné de l'argent », affirme Habsou. « Grâce au projet (la formation offerte par ONU Femmes), nous avons pris position pour la reconquête de nos droits. À présent, entre autres choses, il nous est possible de surveiller le nombre de voix et de devenir égales et proches des dirigeants de nos partis politiques. Si cette fois-ci ma voix se fait entendre, je suis retenue et je peux me défendre toute seule, et s'il plaît à Dieu, je serais élue conseillère aux prochaines élections ».

En attendant les prochaines élections, Habsou et les autres femmes se mobilisent et s'apprêtent à se former aux fonctions de direction sur le plan communautaire, pour préparer leur entrée sur la scène politique.

L'égalité entre femmes et hommes en matière de leadership a connu récemment de grands progrès, le nombre de femmes élues, notamment en capacité d'adjointes aux maires, ayant augmenté. En 2002, le gouvernement a adopté une loi sur les quotas féminins obligeant tous les partis politiques en lice à consacrer 10 pour cent des postes d'élus aux femmes. Aux dernières élections législatives de 2010, 15 des



SUITE DU PROCESSUS DU TRAVAIL DE PILAGE DU MIL : ICI IL FAUT SÉPARER LES GRAINS DU SON.

113 sièges, c'est-à-dire 13 pour cent de ceux-ci, étaient occupés par des femmes.

Qualifiées auparavant d'« élues par quota », ces représentantes sont maintenant simplement désignées comme des « élues ». Les élus masculins, et la population en général, considèrent désormais les femmes comme des représentantes sur un pied d'égalité. Cette nouvelle situation a d'importantes répercussions sur l'équité de genre. Depuis que la Radio et Télévision nationale du Niger a retransmis le reportage ONU Femmes dans la région de Tahoua, les

maires de nombreuses communes se sont mis en rapport avec ONU Femmes et ses partenaires pour leur annoncer qu'ils « laisseraient une place » aux femmes lors des prochaines élections de 2015. D'ici les élections, avec une préparation, une formation et un soutien appropriés aux



PHOTO: MAHAMAN BACHAR

HABSOU (AU MILIEU AVEC FOULARD BLEU ET VOILE NOIR) AVEC UN DES GROUPEMENTS QU'ELLE ENCADRE, ET QUI A REÇU DES BREBIS A EMBOUCHER

candidates, le nombre de femmes élues devrait augmenter considérablement.

L'influence des femmes en place sur les décisions de programmation prises au sein du conseil municipal s'accroîtra alors et aboutira à une planification et une budgétisation tenant compte des spécificités de genre. Actuellement, seulement 10 pour cent des élus au niveau de l'administration des arrondissements sont des femmes, et elles estiment qu'il est difficile pour elles d'avoir un impact ou de participer aux débats car elles sont moins nombreuses que les hommes.

L'une des principales et traditionnelles barrières à la participation politique des femmes au Niger est leur absence aux postes de décision. ONU Femmes cherche à développer l'autonomisation des femmes au Niger et soutient les actions de formation destinées aux femmes élues. Cet effort a permis de doter les femmes de la confiance nécessaire leur permettant de prendre la parole avec aisance durant les sessions de conseil et d'autres réunions politiques. Par ailleurs, le projet d'ONU Femmes pour la « promotion de l'équité de genre et de la participation politique des femmes au Niger » a également assuré la formation d'élus publics de sexe masculin. Les sujets traités ont porté sur la perspective de genre, ainsi que sur la planification et la budgétisation sensibles au genre. La formation a également contribué à améliorer la façon dont les hommes considèrent les femmes. Le soutien opérationnel et financier consacré à la mise en place d'activités rémunératrices a ins-

piré un grand respect pour les femmes élues en capacité de représentantes.

La promesse de soutien des hommes maires entraînera très certainement des changements dans la perception que l'on a des femmes et assouira leur crédibilité en tant que dirigeantes, ce qui leur permettra de renforcer davantage leur confiance. De cette façon, elles seront en droit de prendre part à la gestion communautaire. Elles serviront également d'exemple aux jeunes filles ainsi qu'aux éventuelles candidates, qu'elles encourageront à s'impliquer davantage en servant de modèle.

Cette transformation est apparue suite à la mise en place d'un certain nombre de programmes, notamment de formation pour les femmes, de diffusion sur les radios communautaires rurales de messages publicitaires relatifs à l'engagement des femmes dans la gouvernance locale, et d'organisation de débats réguliers entre élus des deux sexes. Le principal facteur ayant contribué à ce changement est le soutien qui a été accordé à la dimension de genre des plans de développement communautaire dans les communes et les circonscriptions administratives. Les communautés ont bénéficié d'un soutien grâce aux femmes et aux programmes. Ceci a permis à ces dernières de gagner l'estime de tous.

Au Niger, l'un des pays les plus pauvres d'Afrique, les femmes élues au cours du mandat politique actuel ont été sérieusement touchées par la situation d'urgence humanitaire, les pénuries alimentaires, les inondations et

À PROPOS DU PROGRAMME :

ONU Femmes œuvre au développement de l'autonomisation des femmes au Niger et soutient les actions de formation destinées aux femmes élues. C'est ainsi que les femmes ont acquis la confiance nécessaire pour prendre la parole durant les sessions du conseil et d'autres instances politiques. Par ailleurs, le projet d'ONU Femmes pour la « promotion de l'équité de genre et de la participation politique des femmes au Niger » a également permis d'assurer la formation d'élus publics du sexe masculin. Les sujets traités ont porté sur la perspective de genre, ainsi que sur la planification et la budgétisation sensibles au genre. La formation a également contribué à améliorer la façon dont les hommes considèrent les femmes. Enfin, le soutien opérationnel et financier alloué à la mise en place d'activités rémunératrices a inspiré un grand respect pour les femmes élues en qualité de représentantes des citoyens.

les conflits qui ont éclaté sur sa frontière nord avec la Libye et le long de sa frontière occidentale avec le Mali. Le Niger est encore en phase de développement et figure régulièrement aux derniers rangs de l'indice de développement humain des Nations Unies (IDH). En 2011, il était classé 186ème sur 187 pays.

La situation humanitaire a entravé l'accès aux sources traditionnelles de soutien. De ce fait, quelques communes seulement ont pu bénéficier des interventions de partenaires techniques et financiers. Il va sans dire que les séances de formation et les succès rencontrés ont été particulièrement efficaces et indispensables pour la population du pays.

Pour Habsou et ses collègues, la formation d'ONU Femmes leur a ouvert la voie vers un avenir qui aurait été autrement inatteignable. Grâce au soutien accordé aux femmes pour qu'elles fassent entendre leur voix sur le plan politique, l'égalité des sexes est en passe de devenir une réalité.



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Une vie meilleure grâce à la vannerie –« Agaséké » change la vie de 2 000 femmes au Rwanda

« En tant que veuve, je ne savais pas quoi faire pour élever mes six enfants » confie une vannière d'Agaséké sur le site de production de Kabuga au Rwanda, « mais à présent, je peux payer les frais scolaires de mes enfants et contribuer à la mutuelle de santé ».

Dans la culture rwandaise, l'Agaséké est un panier traditionnel à l'aspect unique et très apprécié. Il est tressé surtout par les femmes et il symbolise la garde des secrets du foyer. Ces paniers sont offerts aux filles comme cadeaux de mariage, en tant que symboles de pureté et de virginité. Au sein des foyers, ces paniers servent également d'assiettes pour manger et de conteneurs pour la conservation des aliments secs.

L'Agaséké symbolise la générosité, la gratitude et la compassion. Qu'il s'agisse de transporter les cadeaux de mariage, les offrandes aux prêtres ou d'apporter de la nourriture à un ami dans le besoin, le don constitue toujours l'élément commun.

Après le génocide rwandais de 1994 au cours duquel quelque 800 000 personnes ont perdu la vie, la fabrication d'Agasékés a servi de symbole pour promouvoir la paix, l'unité et l'amour entre les femmes des différentes ethnies. Un nombre important d'hommes ayant été tués, de nombreuses femmes se sont retrouvées veuves. Les coupables étaient en majorité des hommes, qui ont été emprisonnés pour leurs crimes à l'issue du génocide. Dans le cadre d'un processus de réconciliation, les femmes des deux groupes (de victimes et de coupables) se sont réunies dans un même lieu pour fabriquer des objets Agaséké et ont saisi ainsi l'opportunité de guérison et de réconciliation qui leur était offerte.

Autrefois, la vannerie était un passe-temps auquel se livraient les mères de famille au cours de l'après-midi, après leur travail dans les champs. Elles apprenaient également à leurs filles dès leur plus jeune âge à fabriquer des objets Agaséké. Aujourd'hui, les femmes sont davantage engagées dans des activités économiques qui ne leur laissent pas le temps de



CES PANIERS SIGNIFIE ESPRIT ET GÉNÉROSITÉ POUR L'AVENIR. LES FEMMES TISSENT DES PANIERS APRÈS AVOIR TERMINÉ LEUR TRAVAIL DE CHAMPS.

s'adonner à la vannerie traditionnelle. De plus, les jeunes filles sont de plus en plus scolarisées dans le système éducatif formel et l'art de la vannerie est donc dévolu au secteur informel.

En vue d'accroître le revenu de plus de 2 000 femmes pauvres et vulnérables, le programme commun Agaséké de l'ONU a été établi en 2010, en partenariat avec la ville de Kigali, en vue d'encourager l'autonomisation socio-économique des femmes de Kigali par le biais du tressage

de paniers Agaséké. Les principaux partenaires de ce programme conjoint sont le PNUD, le FNUAP, le PAM, l'ONUDI, la FAO et l'UNESCO. ONU Femmes joue le rôle d'organisme chef de file.



Les résultats de ce programme commun sont tangibles. Aujourd’hui, 2 000 femmes pauvres et vulnérables de Kigali disposent de leur propre compte bancaire ou se sont organisées en coopératives fonctionnelles en vue de faciliter leur accès à des services financiers. Elles ont également amélioré leurs compétences en marketing et vendent à présent leurs produits sur les marchés locaux et internationaux, y compris aux États-Unis et au Japon. En outre, les femmes participent à des salons professionnels internationaux et à des voyages d’étude locaux. Leurs produits bénéficient ainsi d’une meilleure exposition au Rwanda et à l’étranger.

Outre l’accroissement de leurs connaissances en gestion coopérative, en entreprenariat, en finance et en épargne, les femmes participant à ce programme ont également amélioré leurs aptitudes à la vie quotidienne, dont la culture maraîchère et les connaissances dans le domaine de la violence sexuelle, du VIH/Sida et de la santé de la procréation.

La phase suivante du projet mettra l’accent sur l’augmentation de la production et la diversification des produits. Du fait du succès du programme, les Agasékés ont été exposés lors de la conférence annuelle « Unis dans l’action » organisée à Montevideo, en Uruguay, du 8 au 10 novembre 2011.

Les femmes du secteur informel continueront à accorder beaucoup de valeur à la vannerie



LES FEMMES SE RÉUNISSENT POUR TISSER EN UTILISANT ANS LA MÉTHODE TRADITIONNELLE RWANDAISE. UNE FOIS LE TISSAGE FAIT PAR TOUTES LES FEMMES, MAIS LES TEMPS ONT CHANGÉ ET QUELQUES-UNS ONT FAIT L'APPRENTISSAGE DU MÉTIER, JUSQU'À CE QUE CE PROGRAMME A RAJEUNI LEUR COMPÉTENCE.

au Rwanda en tant que moyen de création de richesse. La « culture de la vannerie » est très appréciée, et c’est la raison pour laquelle des plans sont en place pour étendre le projet aux différents districts du pays. Même si la vannerie était autrefois l’apanage des femmes âgées, aujourd’hui un nombre croissant de jeunes femmes rejoignent les coopératives de vannerie.



PHOTOS : ONU FEMMES

LES PANIERS SONT DES CADEAUX DONNÉS AVANT UN MARIAGE COMME UNE BÉNÉDICTION ET MEILLEURS VOEUX. LES PANIERS RWANDAIS COMME CEUX-CI SONT VUS PARTOUT EN AFRIQUE ET DANS DE NOMBREUSES RÉGIONS DU MONDE.

À PROPOS DU PROGRAMME :

L’objectif d’ONU Femmes est d’encourager l’autonomisation socio-économique des femmes de la ville de Kigali par le biais de la fabrication de paniers (Agaséké). En vue d’accroître le revenu de plus de 2 000 femmes pauvres et vulnérables, le programme commun Agaséké de l’ONU a été établi en 2010, en partenariat avec la ville de Kigali. Les principaux partenaires de l’ONU dans le cadre de cette initiative sont le PNUD, le FNUAP, le PAM, l’ONUDI, la FAO, l’UNESCO et ONU Femmes (l’organisme chef de file). Les autres parties prenantes du programme Agaséké sont la Fondation Imbuto (Bureau de la Première dame), Rwanda Development Board et le ministère du Commerce.



Entité des Nations Unies pour l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes



Élections législatives au Sénégal : le nombre de femmes députées a pratiquement doublé



LE PRÉSIDENT MACKY SALL DANS LA SALLE DE VEILLE DES FEMMES

Le Sénégal a fait de grands progrès vers la participation égale des femmes à la vie politique. Près de 45 pour cent des sièges de l'Assemblée nationale de ce pays sont maintenant détenus par des femmes. Le nombre de femmes députées est de 64 sur un total de 150 sièges. Cette forte progression des résultats s'explique par la mise en place d'un cadre juridique propice ainsi que par l'utilisation de diverses stratégies visant à faire les femmes s'engager dans le processus électoral.

Une loi en faveur d'une répartition équitable des sièges à l'Assemblée a été adoptée le 28 mai 2010. Cette loi sur la parité représente une avancée majeure pour la participation politique des femmes dans le pays. La législation vise à instituer la parité totale dans l'ensemble des instances électives et semi-électives, et ce, à tous les échelons : national, régional et local. Cette loi électorale comporte une disposition rendant obligatoire l'inclusion, dans toutes les listes de candidats aux élections législatives, régionales, municipales et rurales, d'un nombre égal d'hommes et de femmes, présentés de manière alternée.

Cette loi est issue d'un processus initié en 2008, lorsqu'ONU Femmes a apporté son soutien à la commission chargée de rédiger le projet de loi, ainsi qu'au Conseil sénégalaïs des femmes (COSEF), une coalition regroupant des femmes de tous les partis politiques du pays et des femmes chercheuses qui préconisaient l'adoption de la loi. « C'est l'aboutissement d'une longue et difficile lutte menée pendant plusieurs générations. Le chemin a été long, le combat doit se poursuivre et je suis convaincue que nous y arriverons », a déclaré Fatou Sarr Sow, spécialiste des questions de genre et présidente du Caucus des femmes leaders au Sénégal, une organisation de femmes mise en place pour encourager l'adoption de la loi sur la parité.

En collaboration avec COSEF et le ministère de la Femme, ONU Femmes a lancé en 2009 et 2010 une vaste campagne de sensibilisation dans le but d'expliquer la loi sur la parité et de recueillir un soutien accru. Le 28 mai 2010, jour où la loi a été soumise au vote de l'Assemblée nationale, des femmes venant des 14 régions du Sénégal et mobilisées par la campagne ont fait irruption dans l'hémicycle, toutes vêtues de blanc, pour manifester leur soutien à la loi.

Adoptée le jour-même, elle a nécessité l'édition d'un décret pour son entrée en vigueur.

En juin 2011, ONU Femmes a apporté son soutien au ministère du Genre dans l'organisation d'une conférence internationale dans le cadre du processus visant à garantir l'entrée en vigueur de la loi avant les élections de 2012. Le 16 juin 2011, un jour avant le début de la conférence, le président d'alors, M. Abdoulaye Wade, a promulgué le décret d'entrée en vigueur de la loi sur la parité.

Pour favoriser la participation accrue des femmes, ONU Femmes a fourni un soutien technique et financier au nouveau ministère de la Femme, de l'Enfance et de l'Entrepreneuriat féminin pour lui permettre de former près de 300 femmes candidates en vue des élections législatives de juillet 2012. La formation s'est déroulée de mai à juin 2012. Les femmes provenaient de tous les horizons politiques. À leur tour, elles ont participé à la campagne de sensibilisation couvrant les quatorze régions du Sénégal.

« C'est une très bonne chose de renforcer davantage les capacités des femmes avant qu'elles n'ailent sur le terrain, avant le lancement de la campagne électorale », a expliqué Coura Ndiaye, l'une des principales candidates aux élections législatives dans le département de Thiès, qui a également bénéficié d'une formation sur le processus électoral et les techniques de campagne. « Les femmes doivent s'armer davantage et avoir les compétences requises pour représenter leurs paires au sein de l'hémicycle ».

En mars, lors des élections présidentielles, ONU Femmes avait soutenu la mise en place d'une Plateforme de veille des femmes pour des élections apaisées, afin de contribuer à une organisation pacifique et transparente des élections, d'inciter les femmes à voter et d'attirer l'attention des fonctionnaires sur la situation particulière de certaines femmes (femmes en-



LE PRÉSIDENT MACKY SALL AUX CÔTÉS DE LA DRE JOSÉPHINE ODERA (DIRECTRICE RÉGIONALE DU PROGRAMME D'ONU FEMMES POUR LA RÉGION DE L'AFRIQUE DE L'OUEST)

Solidarité (F.A.S.) ; cette initiative a rassemblé des organisations non gouvernementales nationales et internationales qui orientent leur action vers la promotion des droits de la femme, la consolidation de la paix et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles.

Avec le soutien d'ONU Femmes et du Programme des Nations Unies pour le développement, et grâce à la participation de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, la Plateforme des femmes a été en mesure de former et de déployer 50 femmes leaders du

ceintes, femmes avec enfants, femmes handicapées). Mise sur pied par des Libériennes en tant que structure de prévention et de médiation des conflits lors des élections de 2012, la plate-forme a permis aux femmes leaders de se réunir et d'organiser des missions d'observation durant les élections, en adoptant une perspective basée sur le genre. Cette plateforme est également connue sous le nom de « **Salle de veille** ». L'idée de la salle de veille a été reprise en Sierra Leone, pays où elle a créé, à ce jour, le plus d'impact et d'adhésion. Cette initiative devrait être reprise dans les pays qui prévoient la tenue d'élections dans l'année à venir. Au Sénégal, la coordination de l'initiative concernant la salle de veille a été assurée par Femmes Africa



LE PRÉSIDENT OBANSANJO ET BINTA DIOP DE F.A.S. (DANS LA SALLE DE VEILLE DES FEMMES) DURANT L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE SÉNÉGALAISE.

À PROPOS DU PROGRAMME :

L'objectif du programme de pays pour le Sénégal est d'aider à la consolidation des engagements en faveur de l'égalité des sexes à l'échelle nationale et locale, en apportant un soutien actif au gouvernement et à la société civile. Les actions sont axées sur 4 domaines stratégiques de développement, à savoir : le soutien à la mise en œuvre de la loi sur la parité au Sénégal et à la prise de conscience de ses implications ; l'amélioration des conditions de travail des femmes dans les secteurs sénégalais de l'agriculture, de la pêche et de l'industrie alimentaire ; le soutien à la sensibilisation et au renforcement des capacités du gouvernement, de la société civile et des femmes quant à la nécessité de réformer la loi existante relative à la violence fondée sur le genre et la fourniture de services aux victimes de cette violence ; le soutien au suivi de la mise en œuvre des DSRP et le renforcement des capacités des ministères et des communautés locales afin de mettre en place des initiatives de BSG.

Sénégal et des pays voisins en qualité d'observatrices lors du premier et du second tour de l'élection présidentielle sénégalaise, qui ont eu lieu respectivement le 26 février et le 25 mars derniers. En vertu de la résolution 1325 du Conseil de sécurité et de ses résolutions connexes sur les femmes ainsi que sur la paix et la sécurité, la plateforme vise à garantir la participation active des femmes et des filles aux processus électoraux, de façon pacifique et démocratique.

D'autres femmes leaders membres de la plateforme pour la paix, originaires du Sénégal et de tout le continent (Guinée, Mauritanie, Mali, Libéria, Kenya, Ouganda, Burkina Faso et autres), ont exprimé leur espoir de voir le nouveau président sénégalaïs mettre en œuvre la loi sur la parité adoptée en mai 2011 et s'attaquer aux inégalités légales et institutionnelles en matière de genre. Au cours du vif débat qui a eu lieu subséquemment, le président Sall a affirmé sa volonté de promouvoir l'application de la loi sur la parité. « Je ne reviendrai pas sur les acquis », a-t-il assuré.



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Des grands-mères du monde rural deviennent ingénieres solaires « aux pieds nus » et transforment la vie de plus de 200 foyers dans l'une des régions les plus reculées de Tanzanie



SIX INGÉNIEURS SOLAIRES DE TANZANIE AVEC LEUR ÉQUIPEMENTS SOLAIRES. (DE GAUCHE À DROITE) ESHA MOHAMED MWANGA, SOFIA HAMISI MNANDI, AMINA HASSANI NACHINGULU, FATIMA MOHAMED MZUNGU, MARIAM ISSA LUWONGO ET ARAFA MWAMBA HALFANI.

Six femmes originaires de trois villages isolés des régions de Matwara et de Lindi, dans le sud de la Tanzanie, ont contribué à transformer la vie de leurs communautés respectives en se formant pour devenir ingénieres solaires « aux pieds nus ».

Désormais, les femmes de ces villages reculés peuvent cuisiner la nuit à la lumière d'une lampe solaire, tandis que leurs enfants sont capables de faire leurs devoirs du soir. Le travail de ce groupe de mères et de grands-mères a même permis d'augmenter la sécurité.

Elles ont été envoyées au Barefoot College (littéralement, le « collège des pieds nus ») de Tilonia, en Inde, pour suivre une formation en installation et maintenance de systèmes électriques solaires, dans le cadre de l'initiative Les femmes rurales illuminent l'Afrique, issue d'un partenariat entre ce collège et ONU Femmes. Six mois plus tard, elles ont obtenu leur diplôme d'ingénieries solaires « aux pieds nus ». Puis, elles sont rentrées dans leur village afin d'en électrifier les maisons à l'aide d'appareils d'éclairage

solaire, en prenant l'engagement de réparer et d'entretenir ces appareils durant au moins cinq ans. Les « *ingénieres solaires aux pieds nus* » jouent un rôle fondamental dans la maintenance et le renouvellement des technologies solaires installées dans les communautés rurales.

Ces femmes sont un modèle à suivre, aussi bien pour les jeunes que les plus âgés. « *Auparavant, ma mère restait à la maison, mais depuis qu'elle est revenue, c'est une ingénierie et une leader. Elle fait partie du conseil du village. Quand je serai grande, moi aussi je serai une leader. Peut-être même que je serai présidente* », raconte une petite fille de 10 ans du village de Chekeleni.

Bien qu'elles soient illettrées et d'origine modeste et qu'elles n'aient jamais quitté la Tanzanie auparavant, ces six premières ingénieres à tenter l'expérience ont réussi à mettre sur pied un système électrique solaire dans les semaines qui ont suivi leur retour, et ce, dans les trois petits villages de Chekeleni, Nitekela et Mkwajuni. 69 foyers de Chekeleni sont désormais éclairés à l'énergie solaire. Les villageois paient leur

équipement en versements échelonnés sur cinq ans, recevant un panneau solaire de 20 watts, une batterie de 12 volts, un chargeur ainsi que trois lampes de 9 watts pour chaque foyer. Les femmes travaillent actuellement pour finir l'installation électrique des deux autres villages. En retour, elles perçoivent un salaire mensuel de 60 000 shillings. Leurs salaires ainsi que les frais de maintenance sont payés au moyen d'un plan communautaire d'épargne, alimenté par les habitants qui ont adhéré à l'initiative en payant un total de 60 000 shillings par an.

Deux femmes de Nitekel, situé dans la région de Mtwara, ont été envoyées en formation. Depuis, 56 foyers sur 120 ont été équipés d'énergie solaire. La communauté a ouvert un compte en banque pour y déposer les cotisations collectées, afin qu'elles puissent être utilisées pour



acheter ou remplacer les pièces de l'installation solaire. Rien que dans cette communauté, la participation des femmes s'est accrue : en effet, trois des sept membres du comité de l'énergie sont des femmes, y compris la présidente.

« Nous tenons à remercier ONU Femmes, le ministère ainsi que le gouvernement indien pour leur soutien, et nous espérons que ceci motivera d'autres femmes qui souhaitent voir des changements et l'éradiation de la pauvreté », a déclaré Luwongo Dafa au terme de sa formation. L'apprentie Arafa Halfani affirme que les femmes sont satisfaites des compétences qu'elles ont acquises et qu'elles souhaitent les mettre au profit des communautés qui les entourent.

Même les plus sceptiques ont changé d'avis. Dans un des villages, lors d'une première réunion où l'idée des ingénieries en énergie solaire a été présentée, l'un des aînés masculins de la communauté a émis des doutes quant à la capacité des femmes de faire ce travail. Quelques mois plus tard, il est allé trouver ONU Femmes pour leur dire que les femmes ingénieries avaient installé un équipement dans sa maison et qu'elles avaient même réparé une panne. Il s'est alors répandu en éloges sur le soutien d'ONU Femmes et le programme en général, en avouant qu'il jouit désormais

d'une bien meilleure vie grâce à la formation de ces femmes.

Le programme solaire offre des avantages visibles à l'ensemble de la communauté. D'abord, grâce à lui, des économies sur le prix du kérozène sont

L'INGÉNIEUR D'ÉNERGIE SOLAIRE, ARAFA MWAMBA HALFANI DE CHEKELENI, ENTRAIN DE VÉRIFIER UNE DE SES INSTALLATIONS



PHOTO : LESLEY READER

LES MEMBRES DU COMITÉ D'ÉNERGIE DU VILLAGE DE MJIMWEMA MONTRENT QUE LEUR ATELIER EST EN PLACE ET FONCTIONNE.

possibles : 5000 shillings sont dépensés pour l'énergie solaire contre 6000 shillings mensuels pour le kérozène ; sur le prix du chargement des téléphones portables : recharger un téléphone coûte 300 shillings sur le marché, et seulement 200 shillings grâce à l'énergie solaire. D'autre part, les risques à la santé et à la sécurité diminuent puisque le kérozène, hautement inflammable, n'est plus nécessaire.

Les endroits convenablement éclairés offrent davantage de sécurité ; l'entrée de la plupart des maisons est éclairée à présent, ce qui sert de lampadaire aux passants et permet de réduire la violence en général, et notamment la violence à l'égard des femmes et des filles.

La viabilité de l'initiative n'est pas remise en cause non plus. L'établissement Folk-Development College situé dans la ville voisine de Mtawanya a accepté de financer et de mettre en place un centre de formation en matière d'énergie solaire. Les six premières femmes ayant été formées au Barefoot College enseigneront les compétences qu'elles ont acquises en Inde à de nouveaux étudiants. En cas de succès, l'inauguration de ce centre permettra au ministère du Développement communautaire d'étendre cette initiative à d'autres régions de Tanzanie.

Les observateurs soutiennent qu'il s'agit d'une initiative très populaire et que beaucoup souhaitent adhérer au programme. Les familles



PHOTO : LESLEY READER

À PROPOS DU PROGRAMME :

Le Barefoot College de l'Inde (fondé par Bunker Roy en 2004) a formé des femmes des régions rurales, essentiellement des personnes du troisième âge venant d'Afrique, pour en faire des ingénieries solaires « aux pieds nus ». En 2011, ONU Femmes et le Barefoot College d'Inde ont conclu un partenariat visant à élargir et à développer cette initiative dans le cadre du Programme d'autonomisation des femmes rurales d'Afrique. Suite à cela, 25 femmes illettrées des zones rurales de quatre pays, à savoir, le Libéria (8), le Soudan du Sud (9), la Tanzanie (6) et l'Ouganda (2), se sont rendues en Inde pour suivre une formation de 6 mois sur l'installation et la maintenance de panneaux solaires et de leurs systèmes, en vue d'électrifier leurs propres foyers et villages. Les femmes se sont rendues en Inde en septembre 2011 et sont rentrées dans leurs pays en mars 2012. Le projet a été mis en place avec le soutien du gouvernement indien, en étroite collaboration et partenariat avec les gouvernements africains respectifs et, en particulier, avec leurs ministères de la Condition féminine, du Développement communautaire et de l'Énergie. ONU Femmes a apporté une contribution totale de 450 000 dollars US à ce programme

sont prêtes à payer les cotisations annuelles nécessaires depuis qu'elles ont vu les résultats du projet et les changements positifs qu'il a produits dans leurs communautés. Pour les nouvelles « ingénieries en énergie solaire » telles que Luwongo et Arafa, qui étaient complètement démunies, l'énergie solaire leur a offert un nouveau départ, une place au sein de leur communauté et un avenir plus brillant.



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



Des femmes policières du Zimbabwe se distinguent en tant que membres des « bérrets bleus » – Une nouvelle culture de leadership dans les missions de maintien de la paix.



(DE GAUCHE À DROITE) : LA COMMISSAIRE DE POLICE SITHULISIWE MTHIMKHULU, LA COMMISSAIRE ROSINA MAMUTSE, LA COMMISSAIRE ADJOINTE CHARITY CHARAMBA, LA COMMISSAIRE JESSIE BANDA, LA COMMISSAIRE KANI MOYO ET L'INSPECTRICE ADJOINTE MUCHANETA ISABELL NGWENYA.

Lorsque la Commissaire Kani Moyo a rejoint la mission de maintien de la paix des Nations Unies au Darfour (Soudan), son rêve de faire un jour partie des bérrets bleus est devenu réalité. « Je suis membre de la force policière du Zimbabwe depuis 31 ans, et je travaille au sein de l'Unité d'accueil des victimes en tant que formatrice sur le genre. J'ai toujours voulu faire partie des bérrets bleus, et mon rêve est devenu réalité », explique Kani Moyo, qui a servi pendant 15 mois en tant que conseillère de la police sur les questions de genre et fonctionnaire en charge de la formation à Nyala, auprès de l'opération hybride de maintien de la paix Union africaine-Nations Unies au Darfour (Soudan), connue sous le nom d'UNAMID.

Le Zimbabwe est l'un des rares pays d'Afrique dont le pourcentage de femmes dans la police de maintien de la paix est conforme à la recommandation du Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, soit d'au moins 10 pour cent. Dix-huit pour cent des soldats de la paix de la police de ce pays du Zimbabwe sont des femmes.

L'augmentation du nombre de femmes soldates servant à titre de gardiennes de la paix des Nations Unies ainsi que dans les unités de maintien de la paix essentiellement féminines, la multiplication des formations de soldats sur les questions de genre et de violence sexuelle contre les femmes, et l'accroissement du nombre de femmes dans les parlements nationaux constituent quelques-unes des évolutions les plus positives observées ces 10 dernières années.

Sur les 1063 officiers de police du Zimbabwe qui ont participé à huit missions de maintien de la paix dans le monde, 189 étaient des femmes. La première femme a servi au Timor oriental en 2000, sept ans après que la police ait commencé à participer aux missions de maintien de la paix.

« Je considère les Nations Unies comme une organisation qui unit les gens. J'ai beaucoup appris des officiers de police avec qui j'ai travaillé en mission, et l'apprentissage interculturel sur les politiques et autres questions a été intense », indique la Commissaire Jessie Banda, qui a of-

ficié comme responsable de la communication pendant un an au Kosovo, et comme officier de police communautaire pendant 15 mois au Darfour.

La commissaire de police adjointe Charity Charamba, qui a servi 3 ans au Libéria, explique que le fait de travailler à l'échelle internationale donne aux femmes bérrets bleus l'occasion de se familiariser avec différents types de pratiques policières et de partager des expériences.

Charamba se souvient également que le fait d'être la troisième responsable la plus haut placée de la mission n'a pas été sans poser quelques problèmes. « J'ai dû m'affirmer, car au départ mes collègues hommes des grades supérieurs et inférieurs me traitaient comme si je ne savais pas quels étaient mes fonctions, et parfois, ils ignoraient ma présence », déclare-t-elle. Elle



raconte, par exemple, qu'ayant demandé un jour des informations à un officier subalterne, celui-ci, au lieu de les lui envoyer, les a remontées directement vers son supérieur. « *Le respect est arrivé progressivement, avec le temps, au fur et à mesure que j'accomplissais mon travail* », explique-t-elle.

Elle souligne qu'au Zimbabwe, les femmes sont encouragées à gravir les échelons de la police, ce qui est loin d'être le cas dans nombre de pays où servent les bérrets bleus.

« *Dans la région du Darfour au Soudan, avant l'indépendance, la population locale nous regardait comme si nous étions des extra-terrestres, parce que nous étions des femmes en uniforme. Dans ce pays musulman, les hommes policiers locaux voyaient en outre d'un mauvais œil le fait de recevoir des ordres d'une femme* », raconte la Commissaire Sithulisiwe Mthimkhulu, qui a été envoyée en mission de paix au Soudan et au Libéria.

Une majorité des femmes de la police de maintien de la paix du monde entier préfèrent servir dans de grandes métropoles plutôt que d'être affectées à des zones rurales, car elles souhaitent vivre dans une structure stable. Il en va autrement des bérrets bleus du Zimbabwe, qui sont originaires des quatre coins de la campagne de leur pays et qui, selon Charamba, sont habitués au monde rural.

Dans le cadre d'une collaboration étroite avec le Département des opérations de maintien de la paix, ONU Femmes a joué un rôle déterminant dans la formation des soldats de la



LA COMMISSAIRE KANI MOYO

paix avant leur déploiement. Les soldates de la paix indiquent que leur formation préalable au déploiement les a bien préparées à accomplir leurs missions. Celle-ci portait notamment sur la formation et le mentorat des officiers de police locaux, sur les politiques communautaires et relatives au genre, et sur les moyens d'enquêter sur les cas de viols et de fournir des conseils aux victimes.

Elles estiment avoir besoin d'une meilleure formation dans le domaine des technologies de l'information et des communications, afin qu'elles puissent élaborer des rapports et des présentations Power Point. Aussi, le fait d'apprendre davantage sur les lois, notamment celles relatives à la violence sexiste, ainsi que sur la culture des pays où elles sont déployées, permettrait de renforcer leur préparation sur le terrain.

Mais ces soldates de la paix sont aussi des épouses et des mères qui doivent trouver une manière de concilier leur devoir sur le terrain avec le rôle qu'elles assument dans leur foyer. « *Vous êtes toujours chez vous, même pendant une mission. Les responsabilités familiales, les funérailles et tous les autres événements vous suivent jusque sur le terrain. Un jour, pendant une réunion, j'ai appris la mort d'un parent proche. J'ai dû me concentrer et poursuivre la réunion pour pleurer toute seule plus tard. Ce n'est pas facile. Ce sont des choses qui arrivent et il faut savoir maintenir l'équilibre* », affirme Charamba.



LA COMMISSAIRE DE POLICE ADJOINTE CHARITY CHARAMBA.

À PROPOS DU PROGRAMME :

En 2012, ONU Femmes Zimbabwe a mis en avant la question du genre et de la paix comme l'un de ses domaines d'activité prioritaires. ONU Femmes vise à promouvoir le dialogue, l'égalité des sexes et le développement durable et la paix en s'appuyant sur les initiatives existantes et sur l'aide des institutions et des organisations du Zimbabwe. Les principaux objectifs d'ONU Femmes au Zimbabwe consistent à prévenir et à trouver une réponse adaptée à la violence sexuelle fondée sur le genre, à promouvoir la participation des femmes à tous les niveaux de la prise de décisions, à encourager une consolidation de la paix fondée sur l'égalité des genres, et à lutter contre les pratiques discriminatoires.

ONU Femmes soutient également le Groupe des 20 du Zimbabwe. Ce groupe, composé de personnalités publiques, forme une coalition qui suit de près le projet de nouvelle constitution et qui lutte à travers tout le pays pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Le groupe a formulé des principes, qui vont de la nécessité de mieux protéger les droits socioéconomiques des femmes et leur droit à la sécurité, au renforcement de la discrimination positive. Les principes appellent également à un meilleur accès aux ressources, par le biais d'un financement public sensible au genre, ainsi qu'à l'instauration dans la loi d'un quota de participation de 50 pour cent des femmes à toutes les prises de décisions.



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



Zimbabwean Women Police Make Strides as Members of the ‘Blue Berets’ – Bringing a New Culture of Leadership to Peace-Keeping Missions.



(left to right): Superintendent Sithulisiwe Mthimkhulu, Superintendent Rosina Mamutse, Assistant Commissioner Charity Charamba, Superintendent Jessie Banda, Superintendent Kani Moyo, Assistant Inspector Muchaneta Isabell Ngwenya.

When Superintendent Kani Moyo joined the UN Peacekeeping Mission in Darfur, Sudan, her dream of one day putting on a blue beret came true. “*I have been on the Zimbabwean Police Force for 31 years and I work in the Victim Friendly Unit as a gender trainer. I’ve always wanted to be one of the blue berets and my dream came true,*” said Moyo who served for 15 months as a Gender Police Advisor and Officer in Charge of Training in Nyala with the African Union/United Nations Hybrid peacekeeping operation in Darfur known as UNAMID.

Zimbabwe is one of the few countries in Africa where the number of female peacekeepers from a police meets the United Nations Department of Peacekeeping Operations recommendation of at least 10 per cent female

representation. Eighteen per cent of the peacekeepers from the Zimbabwe police are women.

Some of the most positive developments of the past 10 years include an increase in the number of women serving as UN Peacekeepers and in all-women police peacekeeping units, more training for soldiers on gender issues and sexual violence against women and increased numbers of women in national parliaments.

A total of 189 female police officers out of 1,063 officers from the Zimbabwe police have taken part in eight peacekeeping missions worldwide. The first woman went on mission to East Timor in 2 000, seven years after the police began participating in peacekeeping.

“I look at the United Nations as an organization that unites people. I learned a

lot from the police officers I worked with on missions and there has been a lot of cross-cultural learning about policies and other issues,” said Superintendent Jessie Banda who served as a Communications Officer for a year in Kosovo and as a Community Policing Officer for 15 months in Darfur.

Assistant Police Commissioner Charity Charamba, who served for three years in Liberia, says working internationally gives the women blue berets the chance to see different types of police practice and to share experiences.

Charamba also recalled that being the third highest ranking official in the mission in Liberia had its gender challenges. “*I had*

Les femmes de Binga se lancent dans l'industrie de la pêche non-traditionnelle – grâce à la première coopérative d'épargne et de crédit pour femmes du Zimbabwe



ONU FEMMES - PATRICIA MADE

FEMMES MEMBRES DE L'UNITÉ DE PRODUCTION DE LA PLATEFORME DE PÊCHE DE KAPENTA - SOPHIE MWIINDE (À DROITE), PRÉSIDENTE DE L'UNITÉ DE PRODUCTION, ARRIVANT AVEC UN SAC DE 30 KG DE KAPENTA À L'INAUGURATION DE LA BANQUE POUR L'OFFRIR À ONU FEMMES EN REMERCIEMENT DE SES INVESTISSEMENTS DANS LES ACTIVITÉS FÉMININES DE LA RÉGION.

Sofia Mwiinde connaît d'expérience ce que ça signifie de passer d'une situation sans pratiquement aucun revenu au statut de femme gagnant assez d'argent pour subvenir aux besoins essentiels de sa famille. Elle est présidente de l'unité de production de la première plateforme de pêche entièrement féminine de Binga, dans la région du Matabeleland, au Zimbabwe.

En à peine plus d'un an, cette mère célibataire avec deux enfants à sa charge qui vend du poisson sur le marché de Siachilaba a vu son revenu presque nul grimper à 100 à 200 dollars par mois. Elle est l'une des 10 premières femmes à avoir intégré la plateforme de pêche de kapenta (des sardines d'eau douce) mise sur pied avec le soutien d'ONU Femmes.

« J'ai réussi à payer les frais de scolarité de mes enfants ; j'ai appris à gérer un budget, alors que je n'y connaissais rien ; et j'ai appris ce que ça signifie de travailler en équipe pour produire

quelque chose », raconte Mwiinde.

À présent, elle aspire à apprendre à conduire. En tant que nouvelle actionnaire de la première banque pour femmes à s'ouvrir à Binga, Mwiinde a plusieurs projets commerciaux qui bouillonnent dans sa tête. « Nous sommes très reconnaissantes envers ONU Femmes, qui a apporté son soutien à la plateforme de pêche et, tout récemment, à l'ouverture d'une banque qui accorde des prêts aux femmes de Binga », affirme Mwiinde, qui a obtenu un microcrédit auprès de la banque en vue d'exploiter un stand sur un marché aux puces qui lui permettra d'augmenter ses revenus. « Je me sens importante et accomplie ».

Avec le soutien d'ONU Femmes, le fonds de ZUBO Basilizwi et la coopérative d'épargne et de crédit WDSCU (Women in Development Savings and Credit Union) ont ouvert en mi-juillet 2012 la première banque pour femmes de Binga. Elle a été officiellement inaugurée au mois d'octo-

bre dernier. La WDSCU compte 14 succursales réparties dans tout le pays. C'est la deuxième plus grande banque de la province de Matabeleland, et la première à ouvrir dans une zone rurale de la région. ONU Femmes a subventionné le démarrage de la banque à Binga.

Depuis son ouverture, la banque a accordé 126 prêts de 250 dollars en moyenne et, d'après Sphiwe Gudza, directeur de la WDSCU, le taux de remboursement est de 97 pour cent. « Les femmes remboursent le prêt contracté en trois versements mensuels ; nous avons eu un énorme impact ici. Nous avons aidé des femmes qui n'avaient pas les moyens de financer leurs projets et qui peuvent désormais approvisionner



leurs petits commerces, monter des projets d'élevage de volailles et de chèvres et faire augmenter leurs ventes de poisson », affirme Gudza. Les femmes qui travaillent sur la plateforme de pêche de kapenta ont ouvert un compte commun à la nouvelle banque, mais elles peuvent également demander des prêts à titre individuel pour compléter leurs revenus au moyen de projets personnels.

Parmi les 475 membres que compte la banque, 371 sont actionnaires. Les femmes deviennent actionnaires en versant un montant supplémentaire de 30 dollars US par rapport aux droits d'adhésion, qui s'élèvent à 10 dollars US. Depuis sa création, la banque s'est constituée une assise financière de 4 625 dollars, grâce aux cotisations annuelles de ses membres et aux honoraires de ses actionnaires.

« Notre banque s'inspire du modèle des banques coopératives, qui fournissent des prestations uniquement à leurs membres et actionnaires. Les femmes actionnaires détiennent une part de la coopérative et peuvent participer aux décisions à travers le conseil d'administration local. Les excédents comptabilisés en fin d'année, lorsqu'ils existent, sont partagés entre les actionnaires », explique Gudza.

À Binga, où 58 pour cent des ménages sont dirigés par des femmes, la banque offre aux femmes les moyens de prendre soin de leurs familles et de faire des choix qui les aident à devenir financièrement autonomes. Lors de l'inauguration de la banque pour femmes à Binga en octobre 2012, les femmes ont fait part de leurs difficultés à trouver des financements pour démarrer leurs petites entreprises. « Je n'avais



ONU FEMMES - PATRICIA MADE

LA CONSEILLÈRE PRINCIPALE D'ONU FEMMES POUR L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DE LA FEMME RECEVANT, AU NOM D'ONU FEMMES, LE SAC DE 30 KG DE KAPENTA D'UN DES MEMBRES DE LA PLATEFORME, À L'OCASIÓN DE LA CÉRÉMONIE D'INAUGURATION DE LA BANQUE POUR LES FEMMES.

qu'un petit stock dans ma boutique, mais à présent elle est bien approvisionnée grâce au crédit que m'a accordé la banque », raconte Ezra Munkuli. « Cette banque peut rivaliser avec les grands établissements de crédit, et elle se développera petit à petit ».

Jessie Mudimba, qui a abandonné l'école secondaire, raconte qu'elle a essayé de se lancer dans la couture et d'autres activités pour arriver à joindre les deux bouts. Elle a demandé un prêt à la banque dans l'intention d'ouvrir une supérette et déclare que depuis, « certains hommes aimeraient pouvoir m'épouser pour ce que je possède ».

Les femmes de l'ethnie Tonga sont officiellement entrées dans l'industrie de la pêche, traditionnellement dominée par les hommes, en 2010, après avoir bénéficié d'une plateforme, d'un équipement et d'une formation. Depuis, elles travaillent pour développer l'initiative à Binga, une

des zones les moins développées du pays, afin de pouvoir assurer elles-mêmes leur subsistance et celle de leurs familles, et créer des opportunités pour d'autres femmes de la région.

C'est la première fois depuis les années 50 que les femmes de ce groupe ethnique ont pu pêcher. Il faut savoir qu'auparavant, c'était traditionnellement les femmes Tonga qui allaient à la pêche, se servant de leurs paniers, le Zubo. Cependant, des pans entiers de leur culture matrilineaire ont changé lorsque le groupe a été déplacé par la construction du barrage de Kariba à l'époque coloniale. L'accès des femmes aux ressources s'était alors réduit, et leur participation à la pêche communautaire s'était arrêtée.

Le Fonds de Zubo Basilizwi, une organisation de développement axée sur les femmes, a fourni la plateforme de pêche pour le bénéfice des commerçantes de Siachilaba, avec le soutien d'ONU Femmes. Conçue expressément pour les femmes, celle-ci est équipée de toilettes et de douches. Elle est également dotée d'une technologie spéciale de repérage des poissons, et elle est légèrement plus grande que la plupart des plateformes, ce qui lui permet d'offrir une plus grande stabilité sur le fleuve.

À PROPOS DU PROGRAMME :

Depuis 2009, ONU Femmes est responsable de la gestion des fonds du Projet de soutien à l'égalité des sexes (GSP), un fonds multidonneurs destiné à renforcer la coordination des différentes approches et efforts déployés par les organisations de femmes en faveur de leur implication dans des politiques et programmes nationaux de développement. Depuis qu'il existe, le GSP a financé directement plus de 100 organisations de la société civile actives en zone rurale et périurbaine dans l'objectif d'améliorer les services sociaux à disposition des victimes de la violence, d'augmenter l'autonomisation économique des femmes et de renforcer leurs compétences en matière de direction.



ONU FEMMES - PATRICIA MADE

LA NOUVELLE BANQUE QUELQUES INSTANTS AVANT LA COUPURE DU RUBAN INAUGURAL, LE 11 OCTOBRE 2012



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

